



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 02 du 18 janvier 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 janvier 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	68
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	68
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	68
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2010 – 426 du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Nord-Est	68
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	69
CABINET	69
Bureau de la prévention et de la sécurité	69
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2010 portant modification de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle	69
Service interministériel de défense et de la protection civile	69
Extrait de l'arrêté n° 0178/2010/SIDPC du 16 décembre 2010 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public	69
Extrait de l'arrêté n° 0001/2011/SIDPC du 7 janvier 2011 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public	69
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	69
Bureau des réglementations	69
Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2011 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées à Monsieur François LA MURA, 8 Allée du Haut des Chênes - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT - Autorisation préfectorale n° 11 /54	69
Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL », 20 rue St-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON	70
Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL », 20 rue St-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON (gestion du crématorium de PONT-A-MOUSSON)	70
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	71
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités	71
Extrait de l'arrêté du 12 janvier 2011 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Frolois - Méréville (SIEFM)	71
Bureau des procédures environnementales	71
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques	71
Extrait de l'arrêté du 4 janvier 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne aéro-souterraine à 63 kV Laneuveville - Varangéville - Mezot, du pylône 17 au poste client Mezot, nécessaire au raccordement au réseau public de transport du poste électrique 63/20 kV de la Compagnie des salins du Midi et des Salines de l'Est à Varangéville et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de VARANGÉVILLE	71
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE – AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	72
Bureau des procédures environnementales – Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle	72
Extrait de l'arrêté du 30 décembre 2010 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage du forage à Biqueley, des sources des Massottes et du Mont Gaillard à Blénod-lès-Toul, des sources Au Rozel, Au Tombois et de la Blaisière à Bulligny, de la source des Voinottes à Choley-Ménillot, du forage à Domgermain et de la source du Bachin à Mont-le-Vignoble par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	72
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	85
Bureau de l'interministérialité	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction interrégionale des douanes et droits indirects	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction interrégionale des douanes et droits indirects	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est	85
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de Nancy-Metz ..	86
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de Nancy-Metz ..	86
Arrêté préfectoral n° 11.BI.09 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques (annule et remplace l'insertion de cet arrêté au RAA 01 Edition Spéciale Délégations de Signature du 17 janvier 2011)	86
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	89
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles	89
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2010 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux d'HABLAINVILLE	89
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	90
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant transformation du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1 ^{er} cycle de Toul en syndicat mixte	90
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	90
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	90
Cellule exploitation et sécurité routière	90
Extrait de l'arrêté permanent 2010 - DIR Est - DE de Metz - n° 54-112 du 24 décembre 2010 relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 52 du PR 7+500 au PR 3+000 dans le sens Longwy vers Metz et du PR 3+000 au PR 7+500 dans le sens Metz vers Longwy	90
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	91
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE	91
Service produits de santé et biologie	91
Extrait de l'arrêté n° 2010-491 en date du 15 décembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du Laboratoire de Biologie Médicale Multi-Sites sis 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ – Autorisation n° 57-17 – N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7	91
Extrait de l'arrêté n° 2010-493 en date du 15 décembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du Laboratoire de Biologie Médicale sis 9B rue du Général Bernard - CHATEAU-SALINS (57170) – Autorisation n° 57-114	92
Extrait de l'arrêté n° 2011-03 du 7 janvier 2011 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL à HEILLECOURT	93
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	93
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	93
Service établissements de santé	93
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 n° 220/2010 du 22 décembre 2010 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY au 1 ^{er} janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	93
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 n° 221/2010 du 22 décembre 2010 portant fixation des tarifs de transports médicalisés applicables au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à compter du 1 ^{er} janvier 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	94

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 222 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701	94
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 223 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073	94
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 224 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de FAULX pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544	95
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 225 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR de FLAVIGNY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585	95
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 226/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	95
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 227/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	96
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 228/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	96
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 229/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	96
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 230/2010 du 24 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	96
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 231/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à NANCY - N° FINESS : 54 0 000486	97
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 232 du 29 décembre 2010 portant fixation des produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312	97
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 233 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148	97
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 234/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	98
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 235 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Etablissement HADAN à VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0 010568	98
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 236/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Clinique Saint André à VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0 000452	98
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 237/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique Louis Pasteur à ESSEY-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0 000478	98
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 238/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique Majorelle à NANCY - N° FINESS : 54 0 013224	99
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 239/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Clinique Ambroise Paré à NANCY - N° FINESS : 54 0 000445	99
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	99
DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE.....	99
Extrait de l'arrêté ARS n° 57 DT - 1683 du 29 décembre 2010 modifiant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2010.....	99
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	100
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	100
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 de fermeture dominicale des établissements de négoce d'ameublement et d'équipement de la maison de Meurthe-et-Moselle	100
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 de fermeture dominicale des établissements dans la branche des services du commerce et de la réparation automobile.....	100
Extrait de la décision du 3 janvier 2011 portant sur une modification du périmètre des 9 sections d'Inspection du Travail de Meurthe-et-Moselle.....	101
Extrait de la décision du 3 janvier 2011 concernant l'affectation des contrôleurs du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle	109
Extrait de la décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 3 janvier 2011 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité	115
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	117
Secrétariat général.....	117
Arrêté n° 2011/DDT/SG/001 du 3 janvier 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale	117
Service aménagement durable, urbanisme et risques	119
Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT54/ADUR/009 du 23 novembre 2010 Portant suppression de la ZAC de FLÉVILLE-SUD sise pour partie sur le territoire des communes de FLÉVILLE DEVANT NANCY et LUDRES	119
Extrait de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010 d'approbation de la révision partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation « vallée de la Meurthe et de ses affluents entre BLAINVILLE-SUR-L'EAU et LANEUVILLE-DEVANT-NANCY »	119
Taxes d'urbanisme – Décision de délégation du 1er janvier 2011 à Monsieur Claude MARCHAL, Chef de la Cellule Instruction Nancy	119
Service agriculture, forêt, chasse.....	119
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles pour l'année 2010 – Formation spécialisée pour l'indemnisation	119
Extrait de l'arrêté n° 472 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 03 novembre 1992 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de ROSIERES-AUX-SALINES.....	120
Extrait de l'arrêté n° 473 du 22 décembre 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de FOUG.....	121
Extrait de l'arrêté n° 474 du 22 décembre 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de LANTEFONTAINE.....	121
Extrait de l'arrêté n° 480 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1974 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VITRIMONT	122
Extrait de l'arrêté n° 002 du 13 janvier 2011 relatif à une distraction du régime forestier (territoire communal de Villers-lès-Nancy) et prononçant une application du régime forestier (territoire communal de Chavigny)	123
Extrait de l'arrêté n° 003 du 13 janvier 2011 prononçant une application du régime forestier (territoire communal de Martincourt).....	123
Extrait de l'arrêté n° 004 du 13 janvier 2011 prononçant une application du régime forestier (territoire communal de Morville-sur-Seille)	124
Service environnement - eau - biodiversité	124
Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-06 du 31 décembre 2010 portant agrément de la SAS LAVAUX Assainissement - Cosnes-et-Romain pour la réalisation des vidanges d'installations d'assainissement non collectif et la prise en charge du transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites de ces installations	124
Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-07 du 31 décembre 2010 portant agrément de la SARL Assainissement Scarponais – Dieulouard pour la réalisation des vidanges d'installations d'assainissement non collectif et la prise en charge du transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites de ces installations	125
Service habitat.....	126
Extrait de l'arrêté n° DDT/HAB/2010-17 du 21 décembre 2010 attribuant au CAL de Meurthe-et-Moselle un agrément pour l'ensemble des missions relevant de « l'Ingénierie Sociale Financière et Technique » (ISFT)	126
Extrait de l'arrêté n° DDT/HAB/2010-18 du 21 décembre 2010 attribuant au CAL de Meurthe-et-Moselle un agrément correspondant à l'ensemble des activités "d'Intermédiation et de Gestion Locative Sociales" (IGLS).....	126
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	127
Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle	127

Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.02 du 7 janvier 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur BRASTEL Fabienne à CHEMINOT	127
Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.03 du 7 janvier 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur PELLEGRIMS Alexandre à LUDRES.....	127
Arrêté de subdélégation de signature du 18 janvier 2011	128
Service de la protection des consommateurs.....	128
Extrait de l'arrêté du 4 janvier 2011 fixant les tarifs des transports par taxis 2011.....	128
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	129
SIP de VANDOEUVRE - Procuration sous seing privé du 13 juillet 2010	129
SIP de VANDOEUVRE - Délégation de signature du responsable du SIP du 13 juillet 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement	130
SIP de VANDOEUVRE - Délégation de signature du responsable du SIP du 13 juillet 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement	130
Extrait de l'arrêté du 23 décembre 2010 portant retrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY	130
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	131
Service jeunesse, éducation populaire, sport	131
Extrait de l'arrêté N° 1/2010 du 23 novembre 2010 portant agrément jeunesse et éducation populaire	131
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	132
Direction	132
Décision AHME n° 2011-01 en date du 10 janvier 2011 portant application de la modification du règlement de police pour la navigation de la Moselle, adoptée le 04/12/2009 par la Commission de la Moselle.....	132
AUTRES SERVICES.....	133
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	133
Délégation de signature du 14 décembre 2010	133
AVIS ET COMMUNICATIONS	133
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	133
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	133
Service aménagement durable, urbanisme, risques	133
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2788 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de PONT-A-MOUSSON.....	133
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 26011 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOMBLAINE	133
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38193 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY	133
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 39041 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY	134
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 41803 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LAGNEY	134
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42023 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOUL	134
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43640 du 28 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOMBLAINE	134
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47181 du 6 janvier 2011 autorisant EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, à exécuter des travaux sur la commune de CONS-LA-GRANDVILLE.....	134
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 48798 du 12 janvier 2011 autorisant EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, à exécuter des travaux sur la commune de BASLIEUX.....	134
AUTRES SERVICES.....	134
CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET	134
Avis de concours externe sur titres du 4 janvier 2011 concernant le reclassement des Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (P.A.R.M.)	134
Avis de concours interne sur épreuves du 4 janvier 2011 concernant le reclassement des Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (P.A.R.M.)	135

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2010 – 426 du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Nord-Est

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1 : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Nord-Est pour le mandat en cours à échéance le 8 octobre 2011 :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la Confédération Générale du Travail (CGT) ;
Titulaires : M. Robert BURLION
Mme Ghislaine STEPHANN
Suppléants : M. Sylvio CICCOTELLI
M. Robert ELTRUDIS
- la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière (CGT-FO) ;
Titulaires : M. André PENAUD
M. Yves SABRON
Suppléants : M. Daniel BOURET
M. Jean-Claude COUTURIER
- la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;
Titulaires : M. Hubert ATTENONT
M. Gérard ROBINET
Suppléants : M. Jean-Paul MARTIN
M. Pierre PASTRE
- la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;
Titulaire : M. Patrick DEL GRANDE
Suppléant : M. Charles MARTINEZ
- la Confédération Française de l'Encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC) ;
Titulaire : M. Roger VIOLETTI
Suppléant : M. Jean-Louis RICHOUX

- En tant que représentants des employeurs sur désignation :

- du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;
Titulaires : M. Jean-Pierre CASTELLO
M. Jean-François CULOT
Mme Rachel MULLER
M. Philippe PERRIN
Suppléants : Mme Danielle DUBOIS
M. Grégoire MERMET
M. Alain REGAD
- de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;
Titulaires : Mme Chantal CHABREYROU
M. Stéphane HEIT
Suppléants : M. Jonathan SALMON
M. Jean-Claude SCHOSSELER
- de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)
Titulaires : M. Robert BUGUET
M. André POIREL
Suppléants : M. Jean-François PETIT
M. Pascal PINELLI

- En tant que représentants de la fédération nationale de la mutualité française (FNMH) :

- Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA
- Suppléant : M. Pierre BROUSMICHE

- En tant que représentants des associations familiales sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse :

- Titulaire : Mme Catherine DANET
- Suppléant : M. Jean-Paul LACRESSE

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

- Mme Joëlle BACH
- Mme Jacqueline CHATEAU
- Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ
- Mme Isabelle SALCIARINI

Article 2 : L'arrêté SGAR N°2010-125 du 14 avril 2010 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse régionale d'Assurance maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Secrétaire général pour les affaires régionales de Champagne-Ardenne et le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de la région Champagne-Ardenne et de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Metz, le 7 décembre 2010

Le préfet de la région Lorraine,
Pour le préfet de la région Lorraine,
Le secrétaire général pour les affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET***Bureau de la prévention et de la sécurité*

Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2010 portant modification de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : M. Arnaud GRATIOT (SA CONF-DIST, centre LECLERC) est désigné pour représenter les établissements commerciaux de grande surface aux côtés de M. François SOLGADY (CORA) pour la durée restant à courir du mandat de 3 ans des membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds désignés par arrêté du 22 juin 2010.

Article 2 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée aux membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un recours contre cet arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 31 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Service interministériel de défense et de la protection civile

Extrait de l'arrêté n° 0178/2010/SIDPC du 16 décembre 2010 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 16 janvier 2011

GRETA du pays haut - Site de Jarny – rue Albert 1^{er} - BP 78 – 54802 JARNY CEDEX

Article 2 : A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2006 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur sont et demeurent rapportées.

Article 3 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 0001/2011/SIDPC du 7 janvier 2011 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1er, 2ème et 3ème degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 16 février 2011 :

Lycée professionnel régional Jean Morette - 1 rue du collège – 54970 Landres

Article 2 : A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur sont et demeurent rapportées.

Article 3 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations*

Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2011 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées à Monsieur François LA MURA, 8 Allée du Haut des Chênes - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT - Autorisation préfectorale n° 11 /54

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que M François LA MURA remplit les conditions de nationalité, d'aptitude professionnelle et qu'il n'est pas frappé d'une des incapacités à exercer, mentionnées à l'article 22 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité

ARRETE

Article 1er : Monsieur François LA MURA, 8 Allée du Haut des Chênes - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT est autorisé, à titre individuel, à exercer l'activité d'agent de recherche privées

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur François LA MURA,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
- Monsieur le greffier du tribunal de commerce de Nancy,

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 janvier 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08*
En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- *Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL », 20 rue St-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande de renouvellement formulée par Monsieur Pierre ROBERT, gérant de l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL 20, rue St Laurent - 54700 PONT A MOUSSON,

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 98-54-126,

Article 3 : La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Pierre ROBERT
 - Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON
 - Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
- Nancy, le 13 janvier 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08*
En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- *Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL », 20 rue St-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON (gestion du crématorium de PONT-A-MOUSSON)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande de renouvellement pour la gestion déléguée du crématorium de Pont à Mousson formulée par Monsieur Pierre ROBERT, gérant de l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL 20, rue St Laurent 54700 PONT A MOUSSON,

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» sous le numéro d'habilitation 98-54-126 est habilitée à exercer provisoirement la gestion du crématorium de PONT A MOUSSON pour une durée de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le renouvellement de la présente habilitation est subordonnée à la production des attestations de conformité du crématorium prévues à l'article R 2223-61 du code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Pierre ROBERT
 - Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON
 - Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
- Nancy, le 13 janvier 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté du 12 janvier 2011 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Frolois - Méréville (SIEFM)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, les 2 communes membres se sont prononcées favorablement sur cette modification statutaire dans le délai imparti ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal des eaux de Frolois - Méréville a pour objet la construction, l'entretien, l'extension et la gestion des sites de production (par captage ou pompage), des réseaux d'adduction d'eau potable (transport, stockage), ainsi que la distribution de l'eau potable. Il assure la protection des points de prélèvement, ainsi que le traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

Article 2 : Le syndicat est composé des communes de Frolois et de Méréville.

Article 3 : Le siège du syndicat est situé à la mairie de Frolois.

Article 4 : Le syndicat est fondé pour une durée illimitée.

Article 5 : Chaque commune est représentée par 6 délégués titulaires au sein du comité syndical.

Article 6 : Les statuts approuvés du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

Article 7 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président du syndicat intercommunal des eaux de Frolois-Méréville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

*Bureau des procédures environnementales***Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit, pour ce qui concerne les membres du 3ème groupe : représentants des professions dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Pierre JACQUOT, chambres des métiers et de l'artisanat	M. Frédéric DERELLE, chambres des métiers et de l'artisanat

Article 2 : La durée du mandat des membres visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

Article 3 : Durée du mandat des membres

La durée du mandat des membres visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

Article 3 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 4 janvier 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne aéro-souterraine à 63 kV Laneuveville - Varangéville - Mezot, du pylône 17 au poste client Mezot, nécessaire au raccordement au réseau public de transport du poste électrique 63/20 kV de la Compagnie des salins du Midi et des Salines de l'Est à Varangéville et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de VARANGÉVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 – Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la ligne aéro-souterraine à 63 kV Laneuveville - Varangéville - Mezot, du pylône 17 au poste client Mezot, nécessaire au raccordement au réseau public de transport du poste électrique 63/20 kV de la Compagnie des salins du Midi et des Salines de l'Est à Varangéville .

Article 2 – Le présent arrêté emporte mise en compatibilité des documents d'urbanisme de VARANGEVILLE, avec l'ouvrage projeté. La mise à jour de ces plans d'occupation des sols s'effectuera selon les dispositions de l'article R. 123-22 du Code de l'Urbanisme et conformément aux documents suivants annexés :

- 1 - notice explicative
- 2 - règlement initial du POS
- 3 - règlement modifié du POS
- 4 - plan de zonage du POS opposable
- 5 - plan de zonage modifié du POS

Article 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché à la mairie de VARANGEVILLE. Il sera fait mention de cet affichage dans les annonces légales d'un journal local, l'EST REPUBLICAIN en application des articles R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme. Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 – MM. le secrétaire général de la préfecture Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires et le maire de VARANGEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à M. le directeur de RTE EDF Transport SA..

Nancy, le 4 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE – AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Bureau des procédures environnementales – Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle

Extrait de l'arrêté du 30 décembre 2010 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage du forage à Bicqueley, des sources des Massottes et du Mont Gaillaud à Blénod-lès-Toul, des sources Au Rozel, Au Tombois et de la Blaisière à Bulligny, de la source des Voinottes à Choley-Ménillot, du forage à Domgermain et de la source du Bachin à Mont-le-Vignoble par le syndicat intercommunal des eaux du Toulous Sud b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du syndicat intercommunal des eaux du Toulous Sud énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du syndicat intercommunal des eaux du Toulous Sud sur les communes de Bicqueley, Blénod-lès-Toul, Bulligny, Choley-Ménillot, Domgermain et Mont-le-Vignoble;

A R R E T E

Titre I – Dispositions générales

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines pour le syndicat intercommunal des eaux du Toulous Sud ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine des forages de Bicqueley et de Domgermain, des sources des Massottes, du Mont Gaillaud, Au Rozel, Au Tombois, de la Blaisière, des Voinottes et du Bachin appartenant à la collectivité ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellations	Communes	Parcelles	Codes miniers	Coordonnées Lambert II (m)		Altitudes (m)
				X =	Y =	
Forage de Bicqueley	Bicqueley	ZI 127	229-6X-145	863717	2408075	222
Source des Massottes	Blénod-lès-Toul	P 18	229-5X-44	857360	2406111	316
Sources du Mont-Gaillaud - réceptacle	Blénod-lès-Toul	N 167	267-1X-33	857570	2405300	313
Source du Mont-Gaillaud 2	Blénod-lès-Toul	N 421	267-1X0078	857588	2405260	320
Source du Mont-Gaillaud 3	Blénod-lès-Toul	N 426	267-1X0079	857646	2405250	325
Source du Mont-Gaillaud 4	Blénod-lès-Toul	N 175	267-1X0080	857536	2405072	340
Source du Mont-Gaillaud 5	Blénod-lès-Toul	N 178	267-1X0081	857554	2404951	350
Source du Mont-Gaillaud 6	Blénod-lès-Toul	N 179	267-1X0082	857568	2404916	350
Source Au Rozel	Bulligny	B 943	267-1X-7	858767	2403966	339
Source Au Tombois	Bulligny	H 475	267-2X-8	859051	2403026	348

Source de la Blaisière	Bulligny	G 287	267-1X-10	857831	2401098	324
Source des Voinottes	Choloy-Ménillot	L 563 - 564	229-5X-54	856233	2411889	272
Forage de Domgermain	Domgermain	AD 229	229-5X-124	857666	2410756	247
Source du Bachin	Mont-le-Vignoble	A 71	229-5X-38	857775	2407724	326

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder :

- Source des Voinottes : 50 000 m³/an
- Source du Bachin : 40 000 m³/an
- Source des Massottes : 20 000 m³/an
- Sources du Mont-Gaillaud : 50 000 m³/an
- Sources Au Rozel et Au Tombois: 50 000 m³/an pour les deux captages.
- Source de la Blaisière : 70 000 m³/an.
- Forage de Domgermain : 800 m³/j et 219 000 m³/an
- Forage de Bicqueley : 660 m³/j et 165 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Les plans parcellaires et les états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protections immédiates et rapprochées.

8-1 Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protections immédiates des captages sont situés sur les communes et concernent les parcelles ci-dessous :

Captages	Commune	Lieu dit	N° de parcelles
Forage de Bicqueley	Bicqueley	Baussemont	ZI 77, ZI 127 : pour partie
Source Mont-Gaillaud	Blénod-les-Toul	Sur les Fontaines de Blari Blarin Sous Moncel	N 178, N 179, N180 pour partie N 71, N 141, N 154, N 156, N 157, N 159, N 168, N 174, N 175 : pour partie
Sources des Massottes	Blénod-les-Toul	Les Rouvues	P 18 pour partie
Source Au Rozel	Bulligny	A la Cote Gérard Au Roseau	B 741 pour partie B 943 pour partie
Source Au Tombois	Bulligny	Au Tombois	H 475, H 542 H 474, H540, H 545, H 1198 : pour partie
Source de la Blaisière	Bulligny	La Blaisière	G 279, G 287 : pour partie
Source des Voinottes	Choloy-Ménillot	La Voye des Anes	L 563, L 564
Forage de Domgermain	Domgermain	La petite Charme	AD 229
Source du Bachin	Mont-le-Vignoble	Au cendrier Au dessous du chemin de Seyaie	A 70, 71, 72 : pour partie A 252 pour partie

8-2 Périmètres de protection rapprochée

Les périmètres de protections rapprochées sont situés sur les communes de Bicqueley, Blénod-les-Toul, Bulligny, Choloy-Ménillot, Domgermain et Mont-le-vignoble. Les numéros de parcelles sont mentionnés dans les états et plans parcellaires joints en annexe.

8-3 Périmètres de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée des forages de Bicqueley, sources des Massottes et du Mont Gaillaud, sources Au Rozel, Au Tombois, source des Voinottes et source du Bachin se situent sur les communes de Bicqueley, Blénod-les-Toul, Bulligny, Charmes-la-Cote, Choloy-Ménillot, Mont-le-vignoble et Moutrot.

Les plans des périmètres de protections éloignées sont annexés au présent arrêté.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

9-1 Périmètres de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud et doivent le rester à l'exception des périmètres de protections immédiates des sources Au Rozel, Au Tombois, Bachin, et du forage de Domgermain pour lesquels les terrains sont propriété de collectivités publiques.

Trois conventions de gestion des périmètres de protections immédiates sont établies dans un délai d'un an entre le syndicat des eaux du Toulais Sud et :

- la commune de Bulligny pour les sources Au Rozel et Au Tombois ;
- la commune de Domgermain pour le forage de Domgermain ;
- la commune de Mont-le-Vignoble pour la source Bachin.

Les périmètres de protections immédiates sont clôturés et accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protections immédiates sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Les ouvrages de captages sont entretenus régulièrement, au moins une fois par an.

9-2 Périmètre de protection rapprochée et éloignée

9-2-1 FORAGE DE BICQUELEY

9-2-1-a) périmètre de protection rapprochée du forage de Bicqueley

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement du forage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'effluents agricoles ;
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement non collectif ;
- de campings, caravansings et annexes ;
- de cimetières ;
- d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction produisant des eaux usées ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies, routes et chemins ;
- les bassins de rétention d'eaux pluviales.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial à plus de deux cents mètres du captage ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté ;
- l'utilisation de pesticides à moins de deux cents mètres du forage ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de deux cents mètres du forage ;
- le pacage d'animaux à moins de deux cents mètres du forage.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- les aires de stockage de bois et pistes forestières dans la " Grande vallée " ;
- l'utilisation de pesticides à moins de deux cents mètres du forage ;
- l'affourage et l'agrainage du gibier à moins de trois cents mètres du forage.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du forage de Bicqueley sont réglementés :

les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;

les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserves d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières ou pris sur place, n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe ;
- les eaux de ruissellement des routes autres que communales ne doivent pas se déverser à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée. Les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement sont imperméabilisés ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- une couverture hivernale des terres cultivées est mise en place ;
- le pacage des animaux à plus de deux cents mètres est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;
- les prairies permanentes existantes ne sont pas retournées ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée.

9-2-1-b) périmètre de protection éloignée du forage de Bicqueley

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations mettant la roche à nu sur une durée de plus de six mois s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations de plus de deux mètres sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les stockages et dépôts :

- les stockages de produits polluants enterrés sont évités au profit des stockages aériens ;

les canalisations :

- le bon état des canalisations d'eaux usées domestiques ou industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux et leur fonctionnement fait l'objet d'une vigilance accrue : la fréquence des contrôles réglementaires d'étanchéité est doublée ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricole ;
- une couverture hivernale des terres cultivées est mise en place.

9-2-1-c) mesures et travaux à réaliser au forage de Bicqueley

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protections immédiates ;
- clôture du périmètre de protection immédiate. Toutefois, compte tenu que la bande boisée en surplomb des installations est fortement pentue, celle-ci ne sera pas nécessairement incluse dans la clôture sous réserve du maintien des bois et de l'absence de tout dépôt ou activité ;
- remplacement de la grille pare insecte de la cheminée d'aération et réparation de la porte de l'armoire électrique extérieure ;
- le forage de reconnaissance est soustrait aux risques de déversement ou d'écoulements susceptibles de s'infiltrer dans cet ouvrage ;
- au vu de la présence de pesticides dans l'eau, une campagne d'information et de sensibilisation est entreprise auprès de la profession agricole. Si des dépassements significatifs sont à nouveau observés, des mesures contraignantes sont mises en place à l'encontre des exploitants agricoles disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochée et éloignée.

9-2-2 SOURCES DU MONT-GAILLAUD A BLENOD-LES-TOUL

9-2-2-a) périmètre de protection rapprochée des sources du Mont-Gaillard

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement des ouvrages actuels du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'effluents agricoles ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'effluents agricoles ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement non collectif ;
- de campings, caravans et annexes ;
- de cimetières ;
- d'activités artisanales, industrielles, et d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature de l'arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- les aires de stockage de bois à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affouragement et l'agrainage du gibier.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des sources du Mont-Gaillard sont réglementés :

les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;

les rejets liquides :

- les rejets d'eaux usées domestiques des constructions existantes disposant d'un assainissement autonome sont conformes aux normes en vigueur ;

les constructions, les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe et sous réserve d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues de la voie ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;
- la glissière de sécurité existant sur la route départementale 113 en maintenance en état de fonctionnement ;
- les habitations existantes disposent d'un assainissement autonome conforme aux normes en vigueur ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- le pacage des animaux à plus de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;
- les prairies permanentes existantes ne sont pas retournées ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockages de bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-2-b) périmètre de protection éloignée des sources du Mont-Gaillaud

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations de plus de deux mètres est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les stockages et dépôts :

- les stockages de produits polluants enterrés sont évités au profit des stockages aériens ;

les canalisations :

- le bon état des canalisations d'eaux usées domestiques ou industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux et leur fonctionnement fait l'objet d'une vigilance accrue : la fréquence des contrôles réglementaires d'étanchéité est doublée ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles.

9-2-2-c) mesures et travaux à réaliser aux sources du Mont-Gaillaud

Les mesures et travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai de deux ans :

- acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protections immédiates ;
- clôture des périmètres de protection immédiate ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochées et éloignées, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides ;
- sur les ouvrages 2 à 6, les conduites de départ de l'eau sont munies de crépines et les trop-pleins sont munis de clapets ou grilles.

9-2-3 SOURCE DES MASSOTTES A BLENOD-LES-TOUL

9-2-3-a) périmètre de protection rapprochée de la source des Massottes

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement de l'ouvrage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques ;
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- d'effluents agricoles ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement non collectif ;
- de campings, caravans et annexes ;

- de cimetières ;
- d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature du présent arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- la création de nouvelle piste forestière à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les aires de stockage de bois à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affourage et l'agrainage du gibier.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source des Massottes sont réglementés :

les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;

les rejets liquides :

- les rejets d'eaux usées domestiques des constructions existantes disposant d'un assainissement autonome sont conformes aux normes en vigueur ;

les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur - la chimie de la nappe ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues des chemins ruraux ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- le pacage des animaux à plus de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockages de bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-3-b) périmètre de protection éloignée de la source des Massottes

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les stockages et dépôts :

- les stockages de produits polluants enterrés sont évités au profit des stockages aériens ;

les canalisations :

- le bon état des canalisations d'eaux usées domestiques ou industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux et leur fonctionnement fait l'objet d'une vigilance accrue : la fréquence des contrôles réglementaires d'étanchéité est doublée ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles.

9-2-3-c) mesures et travaux à réaliser à la source des Massottes

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate ;
- clôture du périmètre de protection immédiate ;
- déplacement du chemin rural à l'extérieur du périmètre de protection immédiate ;
- imperméabilisation du fossé de la route départementale 960 sur le tronçon longeant le périmètre de protection immédiate jusqu'à vingt six mètres au-delà vers le nord-ouest ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochées et éloignées, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides ;
- communication des prescriptions de l'arrêté préfectoral au ministère des armées pour mise en conformité des installations et ouvrages le cas échéant.

9-2-4 SOURCE AU ROZEL A BULLIGNY

9-2-4-a) périmètre de protection rapprochée de la source Au Rozel

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement de l'ouvrage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;

- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques ;
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- d'effluents agricoles ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement non collectif ;
- de campings, caravanings et annexes ;
- de cimetières ;
- d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature du présent arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- la création de nouvelle piste forestière à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les aires de stockages de bois à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affourage et l'agrainage du gibier.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source Au Rozel sont réglementés :

les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;

les rejets liquides :

- les rejets d'eaux usées domestiques des constructions existantes: les filières d'assainissement autonome sont conformes aux normes en vigueur ;

les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur - la chimie de la nappe ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues des chemins ruraux ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- le pacage des animaux à plus de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;
- les prairies permanentes existantes ne sont pas retournées ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockages de bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-4-b) périmètre de protection éloignée de la source Au Rozel

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations de plus de deux mètres est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- les parcelles situées en amont proche du captage bénéficient d'une couverture hivernale ;

- le maraîchage et le retournement des prairies ne sont pas compatibles avec la préservation de la qualité des eaux souterraines.

9-2-4-c) mesures et travaux à réaliser à la source Au Rozel

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- clôture du périmètre de protection immédiate ;
- localisation de la sortie du trop-plein, mise en place d'un clapet ou d'une grille ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochées et éloignées, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides.

9-2-5 SOURCE AU TOMBOIS A BULLIGNY

9-2-5-a) périmètre de protection rapprochée de la source Au Tombois

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement de l'ouvrage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques ;
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- d'effluents agricoles ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un d'assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement non collectif ;
- de campings, caravanings et annexes ;
- de cimetières ;
- d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature du présent arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- la création de nouvelle piste forestière à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les aires de stockage du bois à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affourage et l'agrainage du gibier.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source Au Tombois sont réglementés :

les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- les rejets liquides :
- les rejets d'eaux usées domestiques des constructions existantes: les filières d'assainissement autonome sont conformes aux normes en vigueur ;
- les routes :
- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues des chemins ruraux ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- le pacage des animaux à plus de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate est autorisé sous réserve du maintien en toute - période de l'année de la couverture végétale du sol ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockage du bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-5-b) périmètre de protection éloignée de la source Au Tombois

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations de plus de deux mètres est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- les parcelles situées en amont proche du captage bénéficient d'une couverture hivernale.

9-2-5-c) mesures et travaux à réaliser à la source Au Tombois

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- clôture du périmètre de protection immédiate ;
- installation d'une crépine sur la conduite de départ ;
- localisation de la sortie du trop-plein ; mise en place d'un clapet ou d'une grille ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochée et éloignée, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides.

9-2-6 SOURCE DE LA BLAISSIERE A BULLIGNY

9-2-6-a) périmètre de protection rapprochée de la source de la Blaisière

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement de l'ouvrage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables à moins de cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'effluents agricoles ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un d'assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations raccordées à un assainissement non collectif ;
- de campings, caravans et annexes ;
- de cimetières ;
- d'activités artisanales, industrielles, d'installations classées ;
- de nouveaux bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de nouveaux silos produisant des jus de fermentation ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies ;
- toute nouvelle construction.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature du présent arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- la création de nouvelle piste forestière à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les aires de stockage du bois à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affourage et l'agraine du gibier à moins de deux cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source de la Blaisière sont réglementés :

les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Les travaux de construction de maisons ne sont pas concernés par cette mesure ;
- les puits ou forages existants sont maintenus en état de manière à ne pas constituer un lieu d'infiltration de la pollution. En cas d'abandon, ils sont rebouchés et étanches vis-à-vis de toute infiltration en profondeur ;

les stockages et dépôts :

- les stockages d'hydrocarbures, de liquides inflammables et de produits destinés aux cultures (engrais, effluents d'élevage, fertilisants, produits phytosanitaires, pesticides...) sont réalisés dans les conditions réglementaires et isolés des eaux pluviales pour éviter les débordements et déversements dans le milieu naturel ;
- les stockages de produits polluants enterrés, notamment d'hydrocarbures, sont évités au profit des stockages aériens ;

les rejets liquides :

- les rejets d'eaux usées domestiques des constructions existantes disposant d'un assainissement autonome sont conformes aux normes en vigueur ;

les constructions, les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur - la chimie de la nappe ;
- les bâtiments d'élevage ou d'engraissement, les silos produisant des jus de fermentation sont mis et maintenus aux réglementations en vigueur ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues de la voie ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- les parcelles situées en amont proche du captage bénéficient d'une couverture hivernale ;
- le pacage des animaux est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockage du bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-6-b) mesures et travaux à réaliser à la source de la Blaissière

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate ;
- clôture du périmètre de protection immédiate ;
- chambre des vannes : vidanger la chambre en partie noyée. Si l'envoyage persiste, mettre en place un branchement sur la conduite de vidange ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans le périmètre de protection rapproché, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides.

9-2-7 SOURCE DES VOINOTTES A CHOLOY-MENILLOT

9-2-7-a) périmètre de protection rapprochée de la source des Voinottes

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement de l'ouvrage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles et domestiques ;
- d'effluents agricoles ;
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement autonome ;
- de campings, caravans et annexes ;
- de cimetières ;
- d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies.

En ce qui concerne les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature du présent arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

En ce qui concerne les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- les aires de stockage du bois à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les nouvelles pistes à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affouragement et l'agrainage du gibier.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source des Voinottes sont réglementés :

les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavations (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;

les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe et sous réserve d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues de la voie ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- le pacage des animaux à plus de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockage du bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-7-b) périmètre de protection éloignée de la source des Voinottes

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les stockages et dépôts :

- les stockages de produits polluants enterrés sont évités au profit des stockages aériens ;

les canalisations :

- le bon état des canalisations d'eaux usées domestiques ou industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux et leur fonctionnement fait l'objet d'une vigilance accrue : la fréquence des contrôles réglementaires d'étanchéité est doublée ;

les activités agricoles :

- les apports de fertilisants, pesticides et autres produits sont limités au maximum : une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles.

9-2-7-c) travaux à réaliser à la source des Voinottes

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate ;
- clôture du périmètre de protection immédiate ;
- localisation de la sortie du trop-plein ; mise en place d'un clapet ou d'une grille ;
- entretien biennuel de l'ouvrage de captage ;
- déviation des eaux de ruissellement notamment celles issues du chemin proche de telle sorte qu'elles ne pénètrent pas dans le périmètre de protection immédiate ;
- tout ancien ouvrage est comblé avec des matériaux inertes sans incidence sur la chimie des eaux souterraines. Une étanchéité (couche d'argile...) sous la surface du sol interdit les infiltrations d'eaux de ruissellement au travers des matériaux de comblement ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochées et éloignées, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides ;
- communication des prescriptions de l'arrêté préfectoral au ministère des armées pour mise en conformité des installations et ouvrages le cas échéant.

9-2-8 FORAGE DE DOMGERMAIN

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- mise en place d'une installation de traitement du fer, de la turbidité et du fluor ;
- mise en place d'une aération à la chambre de pompage.

9-2-9 SOURCE DU BACHIN A MONT-LE-VIGNOBLE

9-2-9-a) périmètre de protection rapprochée de la source du Bachin

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les puits, forages ou captages d'eau captant le même aquifère, les sondages et forages de reconnaissance à l'exception des ouvrages destinés au remplacement ou au renforcement de l'ouvrage actuel du syndicat et après étude d'incidence ;
- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations de plus de deux mètres de profondeur à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.

En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques et déchets solides ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration, le lagunage ;

- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Les canalisations :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

Les rejets liquides :

- d'eaux usées industrielles ;
- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'effluents agricoles ;
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

Les constructions, bâtiments, routes :

- d'habitations raccordées à un assainissement collectif ;
- de nouvelles habitations avec un assainissement non collectif ;
- de campings, caravanings et annexes ;
- de cimetières ;
- d'activités artisanales, industrielles et d'installations classées ;
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- de silos produisant des jus de fermentation ;
- toute construction ;
- l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies.

Les activités agricoles :

- le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du maraîchage familial ;
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration ou boues d'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- le retournement des prairies permanentes existantes à la date de signature du présent arrêté ;
- le pacage d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate ;
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites et les abris d'animaux à moins de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate.

Les activités forestières :

- le déboisement ;
- le traitement du bois stocké ;
- les coupes à blanc ;
- les aires de stockage du bois à moins de deux cents mètres du périmètre de protection immédiate ;
- la création de nouvelles pistes à moins de cent mètres du périmètre de protection immédiate ;
- l'utilisation de pesticides à moins de cent cinquante mètres du captage ;
- l'affouragement et l'agrainage du gibier.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source du Bachin sont réglementés :

les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres s'accompagne de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- le remblaiement d'excavations de plus de deux mètres (carrières, fouilles, tranchées...) est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les routes :

- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserve d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe et sous réserve d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement ;
- tout fossé de collecte des eaux de ruissellement issues de la voie ne doit pas se déverser aux abords du périmètre de protection immédiate ;

les activités agricoles :

- une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles ;
- le pacage des animaux à plus de cent cinquante mètres du périmètre de protection immédiate est autorisé sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol ;

les activités forestières :

- les coupes à blanc sont remplacées par les coupes de régénération progressive. Les coupes ne doivent pas dépasser, en une seule année, une surface supérieure à 15% de la surface boisée ;
- les aires de stockage du bois sont aménagées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas d'eau stagnante.

9-2-9-b) périmètre de protection éloignée de la source du Bachin

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

les travaux souterrains :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs, nécessite au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles ;
- le remblaiement d'excavations est réalisé à l'aide de matériaux qui en ont été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;

les activités agricoles :

- les apports de fertilisants, pesticides et autres produits sont limités au maximum : une fertilisation raisonnée est mise en œuvre. Elle consiste à l'application du code des bonnes pratiques agricoles.

9-2-9-c) mesures et travaux à réaliser à la source du Bachin

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- clôture du périmètre de protection immédiate ;
- information individuelle des exploitants agricoles et exploitants de vergers, disposant de terrains dans les périmètres de protections rapprochées et éloignées, de la nécessité de limiter au maximum l'utilisation de produits, en particulier de pesticides.

Article 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protections éloignées et rapprochées à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 11 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Bicqueley, Blénod-les-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Mont-le-Vignoble et Moutrot, le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 12 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément aux plans parcellaires visés à l'article 8 les propriétés désignées aux états parcellaires annexés nécessaires à la constitution des périmètres de protections immédiates.

Le président du syndicat est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protections immédiates.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 13 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie des communes de Biqueley, Blénod-les-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Mont-le-Vignoble et Moutrot ainsi qu'au siège du syndicat intercommunal des eaux pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Biqueley, Blénod-les-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Mont-le-Vignoble et Moutrot, le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 15 – Traitement

Les eaux prélevées font l'objet, avant distribution, de traitements agréés par le ministère chargé de la santé (désinfections...) afin d'assurer en permanence la distribution d'eaux conformes aux exigences de qualité réglementaire.

L'eau provenant du forage de Domgermain fait l'objet d'un traitement du fer, de la turbidité et du fluor avant désinfection.

Article 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle sanitaire de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses organisé par le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 17 - Pièces annexées

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- carte au 1 / 25 000^{ème} des périmètres du forage de Biqueley ;
- carte au 1 / 35 224^{ème} des périmètres des sources des Massottes et du Mont Gaillaud à Blénod-les-Toul et des sources Au Rozel, Au Tombois et de la Blaisière à Bulligny ;
- carte au 1 / 25 000^{ème} du forage de Domgermain et des périmètres de la source des Voinottes à Choloy-Ménillot ;
- carte au 1 / 25 000^{ème} des périmètres de la source du Bachin à Mont-le-Vignoble ;
- plan au 1/1250^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source des Massottes à Blénod-les-Toul ;
- plan au 1/1250^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée des sources du Mont-Gaillaud à Blénod-les-Toul ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée des sources du Mont-Gaillaud et des Massottes à Blénod-les-Toul ;
- plan au 1/2000^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée du forage de Biqueley ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée du forage de Biqueley ;
- plan au 1/1250^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source des Voinottes à Choloy-Ménillot ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source des Voinottes à Choloy-Ménillot ;
- plan au 1/500^{ème} du périmètre de protection immédiate du forage de Domgermain ;
- état parcellaire du périmètre de protection immédiate du forage de Domgermain ;
- plan au 1/1500^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source du Bachin à Mont-le-Vignoble ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source du Bachin à Mont-le-Vignoble ;
- plan au 1/1500^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source Au Rozel à Bulligny ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source Au Rozel à Bulligny ;
- plan au 1/1500^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source Au Tombois à Bulligny ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source Au Tombois à Bulligny ;
- plan au 1/1500^{ème} des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source de la Blaisière à Bulligny ;
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source de la Blaisière à Bulligny.

Article 18 - Abrogations

L'arrêté préfectoral du 27 juin 1980 portant création des périmètres de protection du captage de la source de Cotemoy sur le territoire de Blénod-les-Toul et création des servitudes qui y sont attachées est abrogé.

Le président du syndicat des eaux du Toulais Sud effectue les formalités nécessaires à la radiation de la publicité à la conservation des hypothèques de l'arrêté préfectoral du 27 juin 1980 sus cité.

L'arrêté préfectoral du 22 août 2008 modifiant le contrôle sanitaire de l'eau destinée à la consommation humaine produite et distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud est abrogé.

Article 19 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protections immédiates ou rapprochées.

Article 20 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse et au tribunal administratif.

Article 21 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires, les maires des communes de Biqueley, Blénod-les-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Mont-le-Vignoble et Moutrot, le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Les pièces annexes sont consultables en mairies et en préfecture.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS
Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction interrégionale des douanes et droits indirects

Le 14 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-39 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LA DIRECTION INTERREGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS, représentée par Madame La Directrice Interrégionale des Douanes à l'Interrégion Est, dont les bureaux sont à Metz 25 avenue Foch, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Centre Régional de Dédouanement de Nancy un ensemble immobilier sis à Nancy 150 rue Alfred Krug d'une superficie totale de 38a 56ca, cadastré section AY n°158, 167 et 318.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction interrégionale des douanes et droits indirects

Le 14 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-40 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LA DIRECTION INTERREGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS, représentée par Madame La Directrice Interrégionale des Douanes à l'Interrégion Est, dont les bureaux sont à Metz 25 avenue Foch, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Brigade des Douanes de Longlaville un ensemble immobilier sis à Longlaville, avenue du Luxembourg d'une superficie totale de 3a 04ca, cadastré section AD n°180.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est

Le 15 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-01 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST, 28 boulevard Albert 1er à NANCY, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Service de la Navigation du Nord-Est un immeuble sis à Nancy cadastré section CK n°88, 21 avenue Milton pour 13a 23ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est

Le 15 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-02 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST, 28 boulevard Albert 1er à NANCY, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Service de la Navigation du Nord-Est un immeuble sis à Nancy cadastré section CK n°41, 28 boulevard Albert 1er pour 3a 32ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est

Le 15 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-03 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST, 28 boulevard Albert 1er à NANCY, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Service de la Navigation du Nord-Est un immeuble sis à Toul cadastré section BK n°92, 2bis avenue du Colonel Péchot pour 4a 97ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le directeur du service navigation du nord-est

Le 15 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-04 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST, 28 boulevard Albert 1er à NANCY, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Service de la Navigation du Nord-Est un immeuble sis à Pont-à-Mousson cadastré section AS n° 487 boulevard de Riolles pour 76a 25ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de Nancy-Metz

Le 8 décembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-33 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz, dont les bureaux sont à Nancy 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins des services académiques DAFCO-GIP (Délégation Académique à la Formation Continue), DAVEN (Dispositif Académique de Validation de l'Education Nationale) et DPE-BAP (Division des Personnels d'Enseignement, d'Education et d'Orientation – Bureau Académique des Pensions), un ensemble immobilier sis à Nancy 28-30 rue de Saurupt cadastré section BM n°312, 9 rue des Brices, et section BM n°320 et 321, 28 rue de Saurupt.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de Nancy-Metz

Le 8 décembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-34 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz, dont les bureaux sont à Nancy 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins des services académiques DIFOR (Division de la Formation), DSI (Division des Services Informatiques), MISSION TICE (Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement) et MISSION FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS, un ensemble immobilier sis à Nancy 10 rue de Santifontaine cadastré section CH n° 314 pour 94a 13.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Arrêté préfectoral n° 11.BI.09 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques (annule et remplace l'insertion de cet arrêté au RAA 01 Edition Spéciale Délégations de Signature du 17 janvier 2011)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n°09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement d'une attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer dans le cadre des attributions de la direction, les décisions se rapportant notamment aux objets suivants :

1-1 – CITOYENNETE

100 nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy

101 conclusion de marchés publics dans le cadre des échéances électorales

102 déclaration de mandataires financiers dans le cadre des élections

103 récépissé de déclaration de candidature provisoire

104 récépissé de déclaration de candidature définitif

105 liquidation financière des élections politiques et professionnelles (factures, frais d'assemblée électorale, subvention aux mairies pour l'achat d'urnes et d'isoloirs, remboursement des procurations et des frais de déplacements des OPJ, remboursement des frais de campagne....) à l'exception des états de frais liés à la mise sous pli et indemnités pour travaux supplémentaires

106 déclaration d'option pour le service national

107 recherches dans l'intérêt des familles

108 livrets et carnets de circulation pour les gens du voyage

109 arrêté portant rattachement administratif à une commune pour les gens du voyage

110 récépissés de création, modifications et dissolution des fonds de dotation
111 récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901
112 récépissés de création, modifications et dissolution des associations syndicales libres
113 accusé réception de transmission des comptes annuels et rapport d'activités des associations reconnues d'utilité publique et des fondations
114 décision de non opposition en cas de legs ou donation à des associations, congrégations...
115 opposition de sortie de territoire
116 laissez-passer pour enfant mineur
117 autorisation de voyage collectif
118 attestations constatant des faits ou des droits
119 statistiques mensuelles et comptabilité matière
120 correspondances relevant des attributions du bureau de la citoyenneté, hors décisions défavorables
121 demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau de la citoyenneté
122 bordereaux pour toutes les attributions du bureau de la citoyenneté
123 télécopies de documents
1-2 - REGLEMENTATION GENERALE ET USAGERS DE LA ROUTE
1-2-1 REGLEMENTATION GENERALE
210 - Agents de sécurité :
2101 - Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes
2102 - Délivrance des autorisations d'entrée et de refus d'entrée en formation
2103 - Autorisation, suspension et refus d'autorisation de délivrance des cartes professionnelles
2104 - Toutes correspondances relatives à l'instruction, la délivrance, la suspension et le retrait des décisions des autorisations correspondantes
211 - Taxis :
2111 - Toutes correspondances et décisions relatives à la préparation et l'organisation de l'examen professionnel de conducteur de taxis
21112 - Nomination du jury d'examen
21113 - Délivrance, suspension et retrait de la carte professionnelle de conducteur de taxis
21114 - Commission départementale des taxis et véhicules de petite remise : nomination des membres et présidence de séance
212 - Agents immobiliers :
2121 - Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes
2122 - Délivrance, suspension et retrait de cartes professionnelles
213 - Opérateurs funéraires :
2131 - Autorisations, suspension et retrait d'autorisation d'exercer
2132 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des chambres funéraires
2133 - Instruction de ces procédures, y compris les mises à enquête publique
2134 - Autorisations de transports de corps à l'étranger, dérogation des délais d'inhumation et de crémation
214 - Foires commerciales : récépissés de déclaration
215 - Autorisation d'appel à la générosité publique
216 - Délivrance de cartes de guide-interprète
217 - Tourisme :
2171 - Classement des campings, parcs résidentiels de loisirs, résidences de tourisme, villages de vacances, meublés, offices de tourisme, maîtres restaurateurs, guides touristiques, carte professionnelle de conducteur de voiture de tourisme
2172 - Autorisation de loteries, d'exploitation de train touristique, de nomination de commissaires pour les hippodromes
218 - Manifestations sportives :
2181 - Délivrance et refus de délivrance des autorisations et des récépissés de déclaration des manifestations sportives aériennes et aquatiques sur l'ensemble du département
terrestres sur des voies ouvertes à la circulation publique :
- à moteur : sur l'ensemble du département
- pédestre et cycliste : sur l'arrondissement chef-lieu et sur l'ensemble du département lorsque la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département
Boxe : autorisation et refus d'autorisation de gala de boxe pour l'arrondissement chef lieu
2182 - homologation de circuits sportifs à moteur : autorisation et retrait d'homologation
2183 - Activités aériennes : autorisation et refus d'autorisation pour l'ensemble du département de lâchers de ballons, déclassement de zone, dérogations aux règles de survol, création de plateformes aériennes, agrément de zone de saut, création d'hélistop temporaire et permanente, autorisation et refus d'utilisation des hélistops
219 - Armes :
2191 - Autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes
2192 - Toutes correspondances et décisions relatives aux armes
2193 - Décision de dessaisissement d'armes
2194 - Autorisation de commerce d'armes pour les armuriers
2195 - Autorisation d'activité de ball-trap
2196 - Délivrance et refus de délivrance de carte européenne d'armes à feu, et toutes décisions relatives à ladite carte
2197 - Délivrance de duplicatas de permis de chasser pour l'arrondissement chef-lieu
2198 - Agréments, refus d'agrément de gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et toutes décisions relatives à ces agréments
2199 - Agréments, refus d'agrément de tous autres gardes particuliers pour l'ensemble du département, et toutes décisions relatives à ces agréments
220 - Vidéosurveillance :
Toutes correspondances et toutes décisions d'autorisation et de refus d'autorisation relatives à l'instruction des demandes d'installation de caméras de vidéosurveillance
221 - Débits de boissons :
2211 - Décisions de fermetures administratives de débits de boissons et toutes correspondances relative à cette procédure
2212 - Autorisation d'ouverture tardive
2213 - Autorisation de transfert de licence
222 - Dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express :
2221 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
2222 - Présidence de la commission départementale des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
1-2-2 USAGERS DE LA ROUTE
2-2-1 : Certificats d'immatriculation :
2210 - Télécopies de documents ne comportant pas de décisions

- 2211 - Bordereaux d'envoi de documents
2212 - Demande d'enquêtes
2213 -Correspondances relevant des attributions de la section des certificats d'immatriculation.
2214 -Conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
2215 - Suspension des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
2216 - Annulation des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
2217 - Convention d'agrément des professionnels de l'automobile
2218 - Suspension des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile
2219 - Annulation des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile
2-2-2 : Permis de conduire :
2220 - Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
2221 - Bordereaux d'envoi de documents
2222 - Demande d'enquêtes
2223 - Correspondances relevant des attributions de la section des permis de conduire.
2224 - Délivrance des titres permis de conduire
2225 - Arrêtés concernant les permis à points :
REF 44, récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul
REF 47, reconstitution de points du permis de conduire
REF 3F, suspension provisoire immédiate du permis de conduire
REF 1F, suspension provisoire du permis de conduire
REF 3E, interdiction temporaire immédiate de conduire en France
REF 1E, interdiction temporaire de conduire en France
REF 4F, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
REF 4E, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
2226 - Arrêtés concernant la commission médicale :
REF 61, mesures administratives consécutives à un examen médical
2227 - Autres arrêtés :
Agrément, refus, suspension, retrait d'agrément, et toutes décisions relatives à ces agréments pour les :
- centres de tests psychotechniques
- centres de récupération de points
- médecins de la commission médicales
- médecins exerçant en cabinet médical
- centres de contrôle technique
- contrôleurs techniques
- gardiens de fourrières
1-3- IMMIGRATION ET NATIONALITE
300 1er récépissés (toutes demandes) et renouvellements de récépissé (uniquement dans le cadre de l'asile)
301 Autorisations provisoires de séjour (hors titre humanitaire)
302 Demandes d'extrait de casier judiciaire
303 Demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau des étrangers
304 télécopies de documents ne comportant pas de décisions
305 Convocations aux entretiens, demandes d'enquête
306 Titres de séjour des étrangers
307 Documents de circulation pour étranger mineur et titres d'identité républicains
308 Renouvellement de récépissés (hors asile)
309 Autorisations provisoires de séjour (à titre humanitaire)
310 Récépissés de dépôt de dossier de demande de naturalisation, ainsi que les documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.
311 Refus de délivrance d'autorisation provisoire de séjour
312 Titres de voyage des réfugiés et apatrides
313 Prolongation des visas des passeports
314 Attestations constatant des faits ou des droits
315 Courriers accompagnant la délivrance des autorisations provisoires de séjour suite à l'annulation d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français par le Tribunal administratif
316 Toutes décisions favorables aux demandeurs
317 Laissez-passer
318 Décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, ainsi que les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention et sa prolongation.
319 Toutes décisions relevant de l'article L511-1- I. du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA)
320 Toutes décisions défavorables concernant notamment le refus de regroupement familial, le refus de la carte de résident ou de certificat de résidence d'Algérien valable dix ans, le refus de l'admission au séjour, la confirmation des arrêtés de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire français.
321 Abrogations d'arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.
322 Représentation de l'Etat, dans le cadre du contentieux administratif et judiciaire des mesures d'éloignement, y compris la signature de tous les contentieux d'urgence liés aux procédures d'éloignement.
ARTICLE 2 :
2-1 En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-1, dans le domaine de la citoyenneté, à l'exception du domaine indiqué en 100, sera exercée par Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau,
2-2 Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 101 à 123 :
Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou, en son absence par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
2-3 Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués en 103, de 106 à 108, et de 121 à 123 :
A Mme Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure, en l'absence de Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou de Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
2-4 Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Anne-Lise FUCHS, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 122 à 123 :

A Mme Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure,

ARTICLE 3 :

3-1 En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-2, dans le domaine de la réglementation générale et des usagers de la route sera exercée par M. Jean-Pierre DEVIDET, chef du bureau des réglementations, ou en cas d'absence ou d'empêchement par Mme Sabine CHOIGNOT, adjointe au chef du bureau.

Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de M. Jean-Pierre DEVIDET ou Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1-2-1 à Mmes Evelyne GEOFFROY Attaché.

Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de M. Jean-Pierre DEVIDET ou de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1-2-2-2 à Mme Marie-Catherine TOUSSAINT à l'exception des décisions de suspension des permis de conduire.

3-2 Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués à 1-2, de 1- 2 -1 (réglementation générale) à 1-2-2(usagers de la route) à Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, chef de bureau ou en son absence par Madame Sabine CHOIGNOT, adjointe au chef de bureau.

ARTICLE 4

4-1 En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-3, dans le domaine de l'immigration et de la nationalité (DLP 3) sera exercée par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée principale, adjointe au chef de bureau

4-2 Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 318 et 321 et 322.

A Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée principale, adjointe au chef de bureau.

4-3 Délégation de signature est donnée, dans le cadre des astreintes des week-ends et jours fériés à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 318, 319 et 322.

A Mmes Sylvia POLIN attachée principale et Elisabeth DAVAL Attachée principale Brigitte LELOUP, attachée, Chef de la section " éloignement " et Caroline VASSON attachée, chef de la section " séjour ", Mlle Claire TANDAFIR, Mmes Anne THOMAS, Audrey LEFORESTIER et Agathe ANDRE secrétaires administratifs de classe normale et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

4-4 Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 302 à 305 :

A Mmes Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à MM Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT et Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs,

4-5 Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 309 :

A Mmes Brigitte LELOUP, Caroline VASSON, Sylvie KLEIN, Sylvie KRIZAN et Anne THOMAS et Mlle Claire TRANDAFIR, Audrey LEFORESTIER et Agathe ANDRE secrétaires administratifs de classe normale

4-6 Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 303 à 305 et 310:

A Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section " naturalisation " à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal de 2ème classe et Martine VAUQUOIS-ROQUIER, adjoint administratif de 1ère classe

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : L' arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.06 du 28 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme. Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles

Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2010 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux d'HABLAINVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} – Les statuts annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 2 – Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal des eaux d'HABLAINVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 10 décembre 2010

Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX D'HABLAINVILLE

Créé par arrêté préfectoral du 18 octobre 1954, modifié les 30 septembre 1959, 28 décembre 1994, 11 septembre 2007 et 10 décembre 2010

STATUTS

Article 1er - Constitution

En application des articles L.5111-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de BROUVILLE, BURIVILLE, HABLAINVILLE, PETTONVILLE, RECLONVILLE, REHERREY et VAXAINVILLE, un syndicat qui prend la dénomination de « syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville »

Article 2 . - Objet

Ce syndicat a pour objet la construction, l'exploitation et l'entretien du réseau d'adduction et de distribution d'eau potable des communes adhérentes.

Article 3 - Siège du syndicat

Le siège du syndicat est fixé à la mairie d'Hablainville.

Article 4 - Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 5 - Composition du comité syndical

Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les collectivités associées dans les conditions prévues au code général des collectivités territoriales, à raison de deux délégués titulaires et d'un délégué suppléant par communes.

Article 6 - Composition du bureau

Le bureau est composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents (dont le nombre sera fixé par délibération) et de cinq membres

Article 7 - Dispositions financières

Le bureau du syndicat pourvoit aux dépenses occasionnées par :

- l'étude et la construction du réseau d'adduction d'eau potable des communes de Brouville, Buriville, Hablainville, Pettonville, Reclonville, Reherrey et Vaxainville ;
- l'entretien et l'exploitation du réseau d'alimentation en eau potable des sept communes associées.

Les recettes du budget du syndicat comprennent :

- la contribution des communes associées ;
- le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat ;
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, de la Région, du Département et des communes ;
- les produits des dons et legs ;
- le produit de la vente d'eau ;
- le produit des emprunts.

Copie du budget et des comptes du syndicat est adressée chaque année aux conseils municipaux des communes syndiquées.

Article 8 - Trésorerie

La trésorerie du syndicat sera tenue par le receveur municipal de la commune d'Hablainville, siège du syndicat.

Article 9 - Modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement

Le comité syndical décide de l'admission de nouvelles collectivités, ou du retrait et des modifications aux présents statuts, dans les formes et selon les procédures prévues au code général des collectivités territoriales.

Article 10 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur donnera toutes précisions utiles sur les conditions particulières de l'exploitation.

Article 11 - Autres dispositions

Toutes dispositions non prévues dans les statuts sont réglées par le code général des collectivités territoriales

Vu pour rester annexé à l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2010

Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant transformation du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul en syndicat mixte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les vingt cinq communes membres de la communauté de communes du Toulais adhèrent au syndicat intercommunal scolaire pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul ;

Considérant que la totalité des compétences du syndicat sont exercées par la communauté de communes et que le principe de substitution prévu au dernier alinéa de l'article L. 5214-21 du code général des collectivités territoriales s'applique ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul est transformé en syndicat mixte à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Article 2 : La communauté de communes du Toulais se substitue aux communes d'Andilly, Bicqueley, Boucq, Bouvron, Bruley, Charmes-la-Côte, Chaudeney-sur-Moselle, Choloy-Ménillot, Domgermain, Dommartin-les-Toul, Ecrouves, Foug, Gye, Lagny, Laneuveville-Derrière-Foug, Lay-Saint-Rémy, Lucey, Manoncourt-en-Woëvre, Ménil-la-Tour, Pagny-Derrière-Barine, Pierre-la-Treiche, Royaumeix, Sanzey, Toul et Trondes, au sein du comité syndical.

Article 3 : Le syndicat est composé des collectivités suivantes :

Communauté de communes du Toulais

Communes d'Avrainville, Blénod-les-Toul, Bulligny, Crézilles, Domèvre-en-Haye, Fontenoy-sur-Moselle, Francheville, Gondreville, Jaillon, Manonville, Minorville, Mont-le-Vignoble, Moutrot, Ochey, Tremblecourt, Villey-le-Sec et Villey-Saint-Etienne.

Article 4 : La communauté de communes du Toulais est représentée au sein du comité syndical par 50 délégués titulaires et 50 délégués suppléants.

Article 5 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul et le président de la communauté de communes du Toulais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 15 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**

Cellule exploitation et sécurité routière

Extrait de l'arrêté permanent 2010 - DIR Est - DE de Metz - n° 54-112 du 24 décembre 2010 relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 52 du PR 7+500 au PR 3+000 dans le sens Longwy vers Metz et du PR 3+000 au PR 7+500 dans le sens Metz vers Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation sur la dite section en raison de la dégradation de la chaussée. Afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARRETE

Article 1 : Les prescriptions du présent arrêté portent sur la section courante de la RN 52.

La vitesse est réglementée de la façon suivante :

Limitée à 70 km/h du PR 7+500 au PR 3+000 dans le sens Longwy vers Metz

Limitée à 70 km/h du PR 3+000 au PR 7+500 dans le sens Metz vers Longwy

Les panneaux associés B 14 (90) avec A 14 + m9z (chaussée dégradée) seront implantés au PR 7+500 dans le sens Longwy vers Metz et au PR 3+000 dans le sens Metz vers Longwy.

Les panneaux B 14 (110) seront implantés au PR 3+000 dans le sens Longwy vers Metz et au PR 7+500 dans le sens Metz vers Longwy.

Article 2 : La police de la route sur la RN 52 est assurée par le Groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 52 sont assurées par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Article 3 : Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementale des Routes Est pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur Interdépartemental des routes Est et le commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une copie leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Crusnes, Bréchain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne, au directeur des archives départementales, au directeur du service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle, au directeur du S.A.M.U, au directeur départemental du territoire de la Meurthe-et-Moselle et au directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et au président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE
Service produits de santé et biologie

Extrait de l'arrêté n° 2010-491 en date du 15 décembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du Laboratoire de Biologie Médicale Multi-Sites sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ – Autorisation n° 57-17 – N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée le 11 Octobre 2010 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées (SELAS) « Laboratoire PAX » ;

CONSIDERANT la demande présentée le 25 novembre 2010 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS) « LABORATOIRE PAX » ;

CONSIDERANT que le laboratoire de biologie médicale multisites implanté sur 5 sites, et dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz, résulte de l'intégration de 4 laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée et devient un laboratoire multisites implanté sur 9 sites.

A R R E T E

Article 1 : A compter de la date du présent arrêté sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « MAIREY » ;

- Laboratoire de biologie médicale, 9 rue de Metz à BRIEY (54150), autorisé à fonctionner sous le n° 54-74 (ancien n° FINESS : 54 000 286 2) ;

- Laboratoire de biologie médicale, 21 rue de la liberté à PIENNES (54490) autorisé à fonctionner sous le n° 54-92 (ancien n° FINESS : 54 001 947 8) ;

Ainsi que les autorisations de fonctionnement délivrés aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « ATHIS » :

- Laboratoire de biologie médicale, 17 boulevard d'Alsace à Metz (57070), autorisé à fonctionner sous le n° 57-52 (ancien n° FINESS : 57 000 298 0) ;

- Laboratoire de biologie médicale, 24 rue Jean Burger à Saint-Julien les Metz (57070), autorisé à fonctionner sous le n° 57-104 (ancien n° FINESS : 57 001 675 8)

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELAS « Laboratoire PAX » (FINESS Juridique : 57 002 519 7) dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-17 sur les neuf sites suivants, ouverts au public :

18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ -

N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyses, sérologie, auto-immunité, allergologie, hématologie, hémostase, électrophorèse, groupe RAI, microbiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 et le samedi de 7h à 12h.

14 rue Charlemagne – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

23 rue Raymond POINCARE – 57505 SAINT AVOLD

N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyses, hématologie, hémostase, groupe RAI, microbiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauvent – 57730 VALMONT

N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.

9 rue de Metz – 54150 BRIEY

N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9

Activités réalisées : hémostase

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

- 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES
N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
- 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h à 12h.
- 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

Le laboratoire multisites est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Pierre BLONSKI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame M.H CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE PAX », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur de Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-493 en date du 15 décembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du Laboratoire de Biologie Médicale sis 9B rue du Général Bernard - CHATEAU-SALINS (57170) – Autorisation n° 57-114

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions simplifiées (SELAS) « SILAB » ;

CONSIDERANT que la demande concerne la nomination de Monsieur Jean-Marie GRANDIDIER en qualité de biologiste coresponsable du laboratoire de Biologie Médicale situé, 9B rue du Général Bernard à CHATEAU-SALINS (57170) ;

ARRETE

Article 1 : A compter du 1^{er} Avril 2010, l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-374 du 17 Mars 2010 est modifié comme suit :

RAISON SOCIALE :

- Laboratoire de Biologie Médicale
9B, rue du Général Bernard
57170 CHATEAU-SALINS

MODE D'EXERCICE

Laboratoire de biologie médicale exploité au sein de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées SELAS « SILAB », inscrite sous le numéro 57-41, dont le siège social est situé 9 rue du Général Bernard à CHATEAU-SALINS (57170).

BIOLOGISTES RESPONSABLES

- Monsieur Olivier ADRET, biologiste médical, pharmacien.
- Monsieur Jean-Marie GRANDIDIER, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « SILAB », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz.

Et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2011-03 du 7 janvier 2011 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL à HEILLECOURT

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée le 03 août 2010, par Monsieur Guy BASTIDE, Président Directeur Général de la société « BASTIDE LE CONFORT MEDICAL » en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé au 1 bis avenue Emile Hacquin, Route de Mirecourt 54180 HEILLECOURT ;

CONSIDERANT les éléments complémentaires reçus le 13 décembre 2010 ;

CONSIDERANT le rapport d'enquête des Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique de Lorraine suite à l'enquête en date du 6 janvier 2011 ;

CONSIDERANT l'avis sollicité auprès du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens le 5 novembre 2010 ;

CONSIDERANT l'aire géographique desservie par le site de rattachement sis 1 bis avenue Emile Hacquin, Route de Mirecourt à Heillecourt (54180) de la société « SA Bastide Le Confort Médical » incluant les départements du Haut-Rhin (68), du Bas-Rhin (67), de la Moselle (57), de la Meuse (55), de la Meurthe et Moselle (54) et des Vosges (88) ;

CONSIDERANT les sites dont le pharmacien responsable du site de Heillecourt (54180) est également pharmacien responsable :

- Bobigny (93),

Liste des départements desservis :

- Seine et Marne (77),
- Essonne (91),
- Val-de-Marne (94),
- Yvelines (78),
- Hauts-de-Seine (92),
- Val-d'Oise (95).
- Paris (75),
- Seine-St-Denis (93),

- Amiens (80),

Liste des départements desservis :

- Aisne (02),
- Oise (60),
- Somme (80).
- Nord (59),
- Pas-de-Calais (62),

CONSIDERANT

L'organisation du temps de travail du pharmacien responsable, notamment compte tenu de la disparité des sites et de l'étendue de l'aire géographique desservie par chacun des sites, ne garantissant pas le respect des bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical et notamment le point 2.1.4.

A R R E T E

Article 1 : La demande d'autorisation à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical présentée par la Société « BASTIDE LE CONFORT MEDICAL » pour son site de rattachement situé au 1 bis avenue Emile Hacquin, Route de Mirecourt 54180 Heillecourt, est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois, à compter de sa notification :

- Auprès de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Société Bastide le Confort Médical ;

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;

- Messieurs les Directeurs des Agences Régionales de Santé d'Ile de France et de Picardie ;

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 7 janvier 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Service établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 n° 220/2010 du 22 décembre 2010 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY au 1^{er} janvier 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : A partir du 1^{er} janvier 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
11 - Médecine	1 143.00 €
12 - Chirurgie	1 672.00 €
13 - Psychiatrie	721.00 €
20 - Spécialités coûteuses	3 166.00 €
30 - Service de suite et réadaptation	577.00 €
Hospitalisation incomplète	
51 - Hôpital de jour A	2 143.00 €
50 - Hôpital de jour B	680.00 €
52 - Dialyse	1 766.00 €
90 - Chirurgie ambulatoire	1 677.00 €
60 - Hôpital de nuit	456.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 40 € par jour pour les disciplines suivantes :

11- Médecine

12 -Chirurgie

30- Soins de suite et réadaptation

20- Spécialités coûteuses

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Pour le directeur général
de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 n° 221/2010 du 22 décembre 2010 portant fixation des tarifs de transports médicalisés applicables au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à compter du 1^{er} janvier 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la lettre du directeur général de l'ARH, en date du 8 juillet 2009, demandant au centre hospitalier universitaire, de ne plus facturer les prestations du SMUR hélicoptère aux établissements de la région ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté n° 04/112 du 8 mars 2005 susvisé est abrogé.

Article 2 : Les tarifs applicables aux transports terrestres et aériens (effectués par le SMUR hélicoptère), sont fixés comme suit pour les établissements de santé situés en région et hors région lorraine :

Pour l'année 2010	
- SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	470.73 €
- SMUR aérien région lorraine (par minute de vol médicalisé)	0.00 €
- SMUR aérien hors région lorraine (par minute de vol médicalisé)	123.00 €
- Transports infirmiers inter-hospitaliers (par ½ heure)	298.69 €
Pour l'année 2011	
- SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	473.08 €
- SMUR aérien région lorraine (par minute de vol médicalisé)	0.00 €
- SMUR aérien hors région lorraine (par minute de vol médicalisé)	123.62 €
- Transports infirmiers inter-hospitaliers (par ½ heure)	300.18 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 22 décembre 2010

Pour le directeur général
de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 222 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 37 905 419 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 223 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 76 635 182 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 224 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de FAULX pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du CMS de FAULX est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 098 021 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 225 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR de FLAVIGNY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du SSR de FLAVIGNY est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 812 834 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 226/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 14 674 353 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 106 804 582 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 686 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

684 390 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 159 294 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 227/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 142 374 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 228/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 16 050 212 €

Article 2bis : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 91 400 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 229/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixée à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 730 018 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 230/2010 du 24 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 269 378 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 470 746 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 231/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à NANCY - N° FINESS : 54 0 000486

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy à 246 245 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 232 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 802 699 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 233 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 865 481 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 234/2010 du 29 décembre 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 108 398 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 235 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Etablissement HADAN à VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0 010568

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Etablissement HADAN à Vandoeuvre-les-Nancy, à 1 520 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 236/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Clinique Saint André à VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0 000452

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique Saint-André à Vandoeuvre-lès-Nancy à 12 504 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 237/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique Louis Pasteur à ESSEY-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0 000478

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy à 114 512 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 238/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique Majorelle à NANCY - N° FINESS : 54 0 013224

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Majorelle à Nancy à 88 382 €.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 239/2010 du 29 décembre 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Clinique Ambroise Paré à NANCY - N° FINESS : 54 0 000445

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique Ambroise Paré à Nancy à 12 917 €.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 29 décembre 2010

Pour le directeur de l'agence régionale
de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE**

Extrait de l'arrêté ARS n° 57 DT - 1683 du 29 décembre 2010 modifiant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY

n° FINESS entité juridique : 54 000 076 7

n° FINESS de l'établissement : 54 000 107 0

est modifié pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est modifié comme suit :

Dotation annuelle de financement (D.A.F.) :	8.472.270 €
Décision modificative n° 1 :	29.100 €
Décision modificative n° 2 :	/
Décision modificative n° 3 :	17.348 €

8.518.718 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié comme suit :

Dotation annuelle de financement (M.I.G.A.C.) :	4.761.830 €
Décision modificative n° 1 :	220.615 €
Décision modificative n° 2 :	/
Décision modificative n° 3 :	600.000 €

5.582.445 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale est sans changement :
1.636.776 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences (sans changement) ;

(sans objet) pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

(sans objet) pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 4 rue Bénit - 54035 NANCY, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - La Déléguée Territoriale de la Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2010

Le directeur général,
Pour le directeur général et par délégation,
La déléguée territoriale de la Moselle,
Chantal KIRSCH

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 de fermeture dominicale des établissements de négoce d'ameublement et d'équipement de la maison de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : Dans l'ensemble des communes du département de Meurthe-et-Moselle, tous les établissements et parties d'établissements de négoce de l'ameublement et de l'équipement de la maison sont fermés au public 45 dimanches par année civile du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2015.

Article 2 : Les dérogations à la règle relative au repos dominical ne pourront être utilisées que selon le calendrier d'ouverture suivant :

- les deux dimanches de décembre précédant Noël.

- cinq dimanches pourront être utilisés librement et seront positionnés à la demande des entreprises et sur autorisation des maires.

Les employeurs s'engagent à obtenir l'autorisation municipale 8 jours au moins avant le dimanche pour lequel celle-ci est sollicitée.

Les employeurs informeront l'organisation professionnelle dont ils dépendent de leur choix et de la décision de l'autorité municipale et communiqueront à l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord départemental susvisé les salariés appelés à travailler le dimanche bénéficieront des contreparties suivantes, sous réserve des dispositions plus favorables prévues par accord de branche, accord d'entreprise ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s) :

- La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.

- Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés par salarié et par an ne sera pas supérieur à trois.

- Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant ou suivant le dimanche travaillé par le salarié.

- Chaque salarié privé du repos du dimanche doit bénéficier d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel, égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée.

- Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même salarié

- Le repos hebdomadaire a une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives auxquelles s'ajoutent les onze heures consécutives de repos quotidien.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, Mesdames et Messieurs les Maires, le Directeur Régional Adjoint de la DIRECCTE, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 de fermeture dominicale des établissements dans la branche des services du commerce et de la réparation automobile

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que cet accord exprime la volonté de la majorité indiscutable des professionnels de la vente d'automobiles et de motocycles dans le département de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 : Dans l'ensemble des communes du département de Meurthe-et-Moselle, tous les établissements dont l'activité réelle correspond aux rubriques suivantes de la nomenclature INSEE de 2008

45.1 commerce de véhicules automobiles, y compris courtiers et mandataires,

45.2 entretien et réparation de véhicules automobiles,

45.32 commerce de détail d'équipements automobiles,

45.4 commerce et réparation de motocycles,

sont fermés au public 47 dimanches par année civile du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013.

En application de l'article R 3132-5 du Code du Travail sont exclues du présent accord les parties des établissements susvisées où sont effectuées les activités suivantes par un personnel spécifique :

- Location de moyens de locomotion,

- Vente de carburants et lubrifiants,

- Remorquages, dépannages sur la voie publique et réparations urgentes aux véhicules,

- Parcs de stationnement.

Article 2 : Cette fermeture doit s'entendre par journée complète de 24 heures consécutives (de 0 H à 24 H) avec un repos hebdomadaire d'une durée minimale de 36 heures consécutives.

Article 3 : Les dérogations à la règle du repos dominical prévues à l'article L3132-26 du Code du Travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité municipale compétente que selon les modalités ci-après :

- Trois dimanches utilisés collectivement par l'ensemble des concessionnaires, agents, revendeurs d'un seul et même constructeur ou importateur dans le cadre des campagnes organisées par ce constructeur ou importateur.

- Les entreprises participant à la mise sur le marché de véhicules neufs de plusieurs marques (notamment les mandataires) choisiront trois dimanches parmi les dates définies par les réseaux de ces marques.
- Les deux derniers dimanches pourront être utilisés facultativement et seront positionnés à la demande des entreprises.
- Les entreprises spécialisées dans le commerce de véhicules d'occasion et celles d'équipement automobiles pourront définir individuellement les dates de leurs cinq dimanches d'ouverture.

Les employeurs informeront l'organisation professionnelle dont ils dépendent de leurs choix collectifs ou individuels et de la décision de l'autorité municipale et communiqueront à l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas pour la participation aux foires et salons organisés par les professionnels réunis en groupement ou association au sein d'une même ville, d'un district urbain ou d'une communauté de communes, dans la limite de deux dimanches par année civile et pour les salariés vendeurs exclusivement.

Aucune dérogation particulière ne sera sollicitée en dehors du cadre défini dans le présent article.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord départemental susvisé les salariés appelés à travailler le dimanche bénéficieront des contreparties suivantes sous réserve des dispositions plus favorables prévues par la convention collective nationale du commerce et de la réparation automobile du 15 janvier 1981 modifiée, par accord de branche, accord d'entreprise ou d'établissement ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s) :

- La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit (8) heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.
- Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés, par salarié et par an, ne sera pas supérieur à trois.
- Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant et la semaine suivant un dimanche travaillé par le salarié.
- Chaque heure travaillée le dimanche ouvrira droit à un repos d'une durée équivalente pris dans la quinzaine qui précède ou qui suit le dimanche considéré.
- Chaque heure travaillée le dimanche fera l'objet d'une majoration de 100% du salaire horaire brut de base. Pour les salariés rémunérés par un fixe et des primes, la majoration sera calculée selon les principes de l'article 1.16 de la convention collective.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, Mesdames et Messieurs les Maires, le Directeur Régional Adjoint de la DIRECCTE, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 28 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de la décision du 3 janvier 2011 portant sur une modification du périmètre des 9 sections d'Inspection du Travail de Meurthe-et-Moselle

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

DECIDE

Article 1 : Les neuf sections d'inspection du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE sont délimitées comme indiqué dans les tableaux annexés à la présente décision.

Article 2 : La présente décision prendra effet au 03 janvier 2011. Elle annule et remplace la précédente décision du 1^{er} mars 2010 ayant le même objet.

Article 3 : Le Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE est chargé de la publication et de l'application de la présente décision.

Nancy, le 3 janvier 2011

Serge LEROY

REPARTITION DES CANTONS ET COMMUNES DE MEURTHE-ET-MOSELLE PAR SECTION A PARTIR DU 3 JANVIER 2011

1^{ère} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Herseange : Haucourt-Moulaine • Herseange • Hussigny-Godbrange • Longlaville • Mexy • Saulnes

Canton de Mont-Saint-Martin : Chenières • Cosnes-et-Romain • Cutry • Gorcy • Lexy • Mont-Saint-Martin • Réhon • Ville-Houdlémont

Canton de Villerupt : Baslieux • Bazailles • Boismont • Bréchain-la-Ville • Fillières • Laix • Morfontaine • Thil • Tiercelet • Ville-au-Montois • Villers-la-Montagne • Villerupt

Canton de Longwy : une seule commune, Longwy

Canton de Tomblaine : une seule commune, Tomblaine

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ACHILLE LEROY	JEAN SCHERBECK
ALFRED KRUG	JOSEPH CUGNOT
ALGERIE	JOSEPH FLORENTIN (rue)
ANDREU DE BILISTEIN (quai)	JOSEPH FLORENTIN (quai)
AUSTRASIE (boulevard)	KANAZAWA (promenade)
BARON BUQUET	LA MOTHE
BONSECOURS (port de)	LUCIEN CUENOT (espace)
CANAUX (promenade)	LYCEE
CARDINAL TISSERAND	MARCEL BROT
CARMES	MARCEL BROT (rond point)
CHALIGNY	MARTIN MUNIER
CHANOINE DRIOTON	PAUL COLIN
CHARLES WELSCHÉ	PONTS
CINQ PIQUETS (chemin)	PONT CEZARD

CRISTALLERIES	PROFESSEUR ALBERT FRUHHINSHOLZ
DIGUE	PROGRES
DOM CALMET	QUAI SAINT GEORGES
DOUANE	QUAI SAINTE CATHERINE
FRANCOIS GUINET	QUATRE EGLISES
FRERES LURCAT	RAUGRAFF
FOUR	REMENAUVILLE
GEORGES DE LA TOUR	SABLES
GLEIZE (impasse)	SAINT DIZIER
HACHE	SAINT GEORGES (quai)
HENRI MENGIN (place)	TOMBLAINE
HENRI BAZIN	VICTOR
INDUSTRIELLE	VINGTIEME CORPS
JACQUES VILLERMAUX	VISITATION
JEAN MOULIN	

2^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Audun-le-Roman : Anderny • Audun-le-Roman • Avillers • Bettainvillers • Beuvillers • Crusnes • Domprix • Errouville • Joppécourt • Joudreville • Landres • Mairy-Mainville • Malavillers • Mercy-le-Bas • Mercy-le-Haut • Mont-Bonvillers • Murville • Piennes • Preutin-Higny • Saint-Supplet • Sancy • Serrouville • Trieux • Tucquenieux • Xivry-Circourt

Canton de Briey : Anoux • Avril • Les Baroches • Briey • Joeuf • Lantéfontaine • Lubey • Mance • Mancieulles

Canton d'Homécourt : Auboué • Batilly • Hatrize • Homécourt • Jouaville • Moineville • Moutiers • Saint-Ail • Valleroy

Canton de Longuyon : Allondrelle-la-Malmaison • Beuveille • Charency-Vezin • Colmey • Cons-la-Grandville • Doncourt-lès-Longuyon • Epiez-sur-Chiers • Fresnois-la-Montagne • Grand-Failly • Han-devant-Pierrepont • Longuyon • Montigny-sur-Chiers • Othe • Petit-Failly • Pierrepont • Saint-Jean-lès-Longuyon • Saint-Pancré • Tellancourt • Ugny • Villers-la-Chèvre • Villers-le-Rond • Villette • Viviers-sur-Chiers

Canton de Jarville-la-Malgrange : Heillecourt • Houdemont • Jarville-la-Malgrange • Ludres

Canton de Tomblaine : commune de Fléville-devant-Nancy : Société des Ateliers de Façonnage et de Construction en Acier

3^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Nomeny : Abaucourt • Armaucourt • Arraye-et-Han • Belleau • Bey-sur-Seille • Bratte • Chenicourt • Clémery • Eply • Faulx • Jeandelaincourt • Lanfroicourt • Létricourt • Leyr • Mailly-sur-Seille • Malleloy • Moivrons • Montenois • Nomeny • Phlin • Raucourt • Rouves • Sivry • Thézey-Saint-Martin • Villers-lès-Moivrons

Canton de Pompey : Champigneulles • Frouard • Marbach • Maxéville • Pompey • Saizerais

Canton de Pont-à-Mousson : Atton • Autreville-sur-Moselle • Belleville • Bezaumont • Bouxières-sous-Froidmont • Champey-sur-Moselle • Landremont • Lesménils • Loisy • Millery • Morville-sur-Seille • Mousson • Pont-à-Mousson • Port-sur-Seille • Sainte-Geneviève • Ville-au-Val • Vittonville

Communes : Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE LEMIRE	JEAN BOSCO (allée)
AMBROISE THOMAS (sentier)	JEAN LAMOUR
ANTONIN DAUM	JOLI CŒUR
ATRIE	LA FLIZE
BERGNIER	LECREULX
BERLET (Passage)	MAC MAHON
BRACONNOT	MALZEVILLE
CANAL (impasse)	MALZEVILLE (sentier)
CANROBERT	MARCEL SIMON (rond point)
CESAR BAGARD	MARTIMPREY
CHARLES DE FOUCAULD	MATHIAS SCHIFF
CHARLES DUSSAULX	MEURTHE
CHARLES KELLER	MEUTES
CHARLES V (boulevard)	MICHELET
CHÂTEAU SALINS	MOLLEVAUT
CITADELLE	OBERLIN
CLAUDOT	PEPINIERE (parc)
COLONEL PAUL DAUM	PEPINIERE (terrasse)
COURBESSEAUX (sentier)	PHILIPPE DE GUELDRES
CRAFFE	PONT DE LA CROIX
CROSNE	PORT AUX PLANCHES
DIEUZE	PORT AUX PLANCHES (allée)

DIGOT (passage)	POUDRIERE (chemin)
DOCTEUR GRANDJEAN	REGNEVILLE
EDOUARD PIERSON	SABLONS (ruelle)
EMILIE DU CHATELET (promenade)	SAINT FIACRE
ERNEST BUSSIERES	SAINT VINCENT DE PAUL
EUGENE VALLIN	SAINT VINCENT DE PAUL (impasse)
FAUBOURG DES TROIS MAISONS	SEBASTIEN LECLERC
FEYENS	SELLIER
FONTENOY	SIGISBERT ADAM
FRERES DAUM	SOLIGNAC
FRERES HENRY	SUZANNE REGNAULT GOUSSET
FRERES NOEL (carrefour)	TANNERIES
FRERES SIMONIN (ruelle)	TANNERIES (sentier)
GLACIS	VANNES
GRANDVILLE	VAYRINGE
GUILBERT DE PIXERECOURT	VILLA VERDIER
GUSTAVE PETIT	VINAIGRIERS (sentier)
HENRI DEGLIN	VINGT SIXIEME R I
HENRI LEPAGE	VIRGINIE MAUVAIS
HYPPOLYTE GLEIZE	VITRIMONT (ruelle)
JACQUES DELIVRE	

4^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Arracourt : Arracourt • Athienville • Bathelémont-lès-Bauzemont • Bezange-la-Grande • Bures • Coincourt • Juvrecourt • Moucourt • Parroy • Réchicourt-la-Petite • Xures

Canton de Baccarat : Azerailles • Baccarat • Bertrichamps • Brouville • Deneuvre • Flin • Fontenoy-la-Joûte • Gélacourt • Glonville • Hablainville • Lachapelle • Merviller • Mignéville • Montigny • Pettonville • Reherrey • Thiaville-sur-Meurthe • Vacqueville • Vaxainville • Veney

Canton de Badonviller : Angomont • Badonviller • Bionville • Bréménil • Fenneville • Neufmaisons • Neuville-lès-Badonviller • Pexonne • Pierre-Percée • Raon-lès-Leau • Sainte-Pôle • Saint-Maurice-aux-Forges

Canton de Blâmont : Amenoncourt • Ancerville • Autrepierre • Avricourt • Barbas • Blâmont • Blémerey • Buriville • Chazelles-sur-Albe • Domèvre-sur-Vezouze • Domjevin • Embarménil • Fréménil • Frémonville • Gogney • Gondrexon • Halloville • Harbouey • Herbéviller • Igney • Leintrey • Montreux • Nonhigny • Ogéville • Réclonville • Reillon • Remoncourt • Repaix • Saint-Martin • Vaucourt • Vého • Verdental • Xousse

Canton de Cirey-sur-Vezouze : Bertrambois • Cirey-sur-Vezouze • Parux • Petitmont • Saint-Sauveur • Tanconville • Val-et-Châtillon

Canton de Lunéville-Nord : Anthelupt • Bauzemont • Bienville-la-Petite • Bonviller • Courbesseaux • Crévic • Deuxville • Drouville • Einville-au-Jard • Flainval • Hoéville • Hudiviller • Lunéville (fraction) • Maixe • Raville-sur-Sânon • Serres • Sommerviller • Valhey • Vitrimont

Canton de Lunéville-Sud : Bénaménil • Chanteheux • Chenevières • Crion • Croismare • Hénaménil • Hériménil • Jolivet • Laneuveville-aux-Bois • Laronxe • Lunéville (fraction) • Manonviller • Marainviller • Moncel-lès-Lunéville • Saint-Clément • Sionviller • Thiébauménil

Commune : Villers-lès-Nancy

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GREGOIRE	JEAN VARCOLIER (square)
ACHILLE LEVY	JOSEPH MALVAL (place)
AMERICAN LEGION (boulevard)	JULES DORGET
AMERVAL	KENNEDY (viaduc)
ARSENAL (place)	LA MADELEINE
BATAILLE (quai)	LAFAYETTE
BON PAYS (impasse)	LAFAYETTE (place)
BONSECOURS	LAVOIR SAINT JEAN
BRICE	LEOPOLD (cours)
BRICHAMBEAU (sentier)	LIEUTENANT H. CREPIN
CALLOT	LOUIS GANNE
CARNOT (place)	LOUPS
CARRIERE (place)	Luxembourg (place)
CHARITE	MADEMOISELLE
CHARLES GUERIN	MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
CHARLES NICOLE	MARECHAL FRANCHET D ESPEREY
CHARLES SADOUL	MARECHAL GERARD
CHEVAL BLANC	MARECHAL OUDINOT n° 1 à 91 et n° 2 à 68
CLAUDE DERUET	MARECHAUX
CLOS HINZELIN	MARGUERITE DE LORRAINE (rond point)
COLONEL FABIEN (place)	MARIE LECZINSKA

COLONEL RENARD	MAURE QUI TROMPE
COMMANDERIE N° 1 à 33 et N° 2 à 24	MAZAGRAN
CORDELIERS	METZ
COURS LEOPOLD	MICHOTTES
CRAMPEL	MIRECOURT
DAMES	MON DESERT N° 1 à 73 et n° 2 à 80
DAUPHINE	MONNAIE
DE LATTRE DE TASSIGNY	MONSEIGNEUR TROUILLET
DOCTEUR BERNHEIM	MOULIN
DOCTEUR HEYDENREICH	MULHOUSE
DOCTEUR LEVY	NABECOR
DOCTEUR LIEBAUT	OBELISQUE (allée)
DOCTEUR LOUIS MICHEL	PAUL DOUMER (avenue)
DOMREMY (square)	PETIT BOURGEOIS
DUC ANTOINE	PHALSBOURG
DUC FERRY III	PICHON
DUC RAOUL	PIERRE CHALNOT
ECURIES	PIERRE DE BLARRU
EMILE GALLE	PIERRE GRINGOIRE
ERCKMANN CHATRIAN	PIERRE VILLARD
ETANG SAINT JEAN (place)	PIROUX
ETATS	PREBOIS (chemin)
ETIENNE COURNAULT	PRESIDENT ROBERT SCHUMANN
FOCH (avenue) N° 1 à 41 et 2 à 48	PROVENCAL
FREDERIC CHOPIN	PROVENCAL (place)
FREDERIC SCHERTZER (square)	QUAI RENE II
FRERES NICOLAS	RECTEUR SENN
GABRIEL MOUILLERON	RENE CASSIN
GARENNE	RENE D ANJOU
GENERAL BALFOURIER	REPUBLIQUE
GENERAL CASTELNAU (place)	ROLAND CLAUDE
GENERAL CLINCHANT	ROTONDE
GENERAL LECLERC (avenue) n° 1 à 87 et n° 2 à 150	SAINT EPVRE
GEORGES CHEPFER	SAINT EPVRE (place)
GEORGES CLEMENCEAU (boulevard)	SAINT LEON
GHETTO DE VARSOVIE	SAINT MICHEL
GRANDE RUE	SAINT URBAIN
GUERRIER DE DUMAST	SAINTE CECILE
GUISE	SAURUPT
GUSTAVE SIMON	SERRE
HAUT BOURGEOIS	SONNINI
HERE	SOURCE
HINZELIN (clos)	STRASBOURG
INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE	THIERRY ALIX
JACQUARD	THIERS (place)
JACQUES BELLANGE	TROUILLET
JACQUOT	VAUDEMONT (place)
JAMERAI DUVAL	VICTOR PROUVE
JEAN JAURES	VILLEBOIS MAREUIL
JEAN PROUVE	VOSGES (place)

5^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Neuves-Maisons : Bainville-sur-Madon • Chaligny • Chavigny • Maizières • Maron • Méréville • Messein • Neuves-Maisons • Pont-Saint-Vincent

Canton de Vézelize : Autrey • Chaouilley • Clérey-sur-Brenon • Dommarie-Eulmont • Etrevail • Forcelles-Saint-Gorgon • Forcelles-sous-Gugney • Fraignes-en-Saintois • Frolois • Goviller • Gugney • Hammeville • Houdelmont • Houdreville • Laloef • Marthemont • Ognéville •

Omelmont • Parey-Saint-Césaire • Pierreville • Praye • Pulligny • Quevilloncourt • Saxon-Sion • Thélod • They-sous-Vaudemont • Thorey-Lyautey • Vaudémont • Vézelize • Viterne • Vitrey • Vroncourt • Xeuilley

Cantons de Vandœuvre-lès-Nancy (à l'exception du Centre commercial et d'affaires des Nations)

L'établissement COLAS situé à Heillecourt dans le canton de JARVILLE-LA-MALGRANGE

Canton de Colombey-les-Belles : Aboncourt • Allain • Allamps • Bagnaux • Barisey-au-Plain • Barisey-la-Côte • Battigny • Beuvezin • Colombey-les-Belles • Courcelles • Crépey • Dolcourt • Favières • Férocourt • Gélaucourt • Gémonville • Germiny • Gibeauville • Grimonville • Mont-l'Étroit • Pulney • Saulxerotte • Saulxures-lès-Vannes • Selaincourt • Thuilley-aux-Groseilles • Tramont-Émy • Tramont-Lassus • Tramont-Saint-André • Uruffe • Vandœuvre • Vannes-le-Châtel

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 10 à 44 et 15 à 25)	ISABEY
AIME MOROT (place)	ISABEY (ruelle)
ALAIN FOURNIER (place)	ISRAEL SYLVESTRE
ALBERT 1ER (boulevard)	JACQUES GRUBER
ALBIN HALLER	JACQUINOT
ALEXANDRE 1er (place)	JEAN BAPTISTE LULLI
ALFRED MEZIERES	JEAN BAPTISTE THIERY SOLET
ALIX LECLERC	JEAN MERMOZ
AMBROISE PARE	JEAN MIHE
AMBROISE THOMAS	JENNESSON
ANDRE MAGINOT (place)	JOFFRE (boulevard)
ANDRE MESSENGER	JOSEPH MOUGIN
ANDRE THEURIET	JULES LARCHER (impasse)
ANNE FERIET	JULES VERNE (place)
ANTOINE SAINT EXUPERY	JULIE VICTOIRE DAUBIE
ARBOIS (chemin du Mont d')	LACRETELLE
ARMEE PATTON	LACRETELLE (sentier)
AUGUSTIN HACQUARD	LAURENT BONNEVAY
AUXONNE	LEON TONNELIER
AUXONNE (sentier derrière)	LEONARD BOURCIER
BADONVILLER	LEOPOLD LALLEMAND
BARON LOUIS	LEPOIS
BASSOMPIERRE	LEPOIS (rond point)
BAUDRICOURT	LIBERATION
BEAUREGARD	LIEGE
BEAUVAU	LIGIER RICHIER
BEL AIR	LORRAINE
BELLEVUE (chemin)	LOUIS BRAILLE
BENIT	LUDOVIC BEAUCHET
BERGAMOTE	LYS ROUGE (allée)
BLEU (passage)	MANSIAUX (ruelle des)
BLONDLOTS	MARCEL DAUTREMER (place)
BOIS LE PRETRE	MARCEL DORR
BOUDIERE	MARIE MARVINGT
BOUDONVILLE	MARIE ODILE
BOUFFLERS (avenue et square)	MARQUETTE
BUTHEGNEMONT	MARS LA TOUR
BUTHEGNEMONT (rond point)	MAURICE RAVEL (place)
CAMILLE CAVALIER (place)	MAXEVILLE (sentier)
CAPITAINE GUYNEMER	MEDREVILLE (n° 22 à 54 et 25 à 43)
CARMEL (allée)	MEDREVILLE (allées)
CENTRE COMMERCIAL SAINT SEBASTIEN	MEIX OUTHON
CHAMP CEINTREY (ruelle)	MENSIAUX
CHAMPENOUX	MESSIER
CHANOINE JACOB	MICHEL NEY
CHANZY	MILTON (avenue)
CHATTON (clos)	MONSEIGNEUR THOUVENIN
CHEMIN BLANC	MONTREVILLE
CHOISEUL (quai)	MONTREVILLE (impasse)

CLAUDE DEBUSSY	MOREY
CLAUDE LE LORRAIN (quai)	MOULIN DE BOUDONVILLE
CLODION	MOUSSON
CLOS CHATTON (sentier)	NICKLES
CLOS DE CHEVRE (sentier)	NOMENY
CLOS SAINT JACQUES	NOTRE DAME
COLLINE	NOTRE DAME DES ANGES
COMMANDANT IGIER (impasse)	NUNGESSER ET COLI
CORIOIS	ORATOIRE
COTE	PARIS
COTE (ruelle)	PIERRE DAC
COTE JACQUOT (sentier)	PIERRE SCHAEFFER
CREVAUX	PIERRE SEMARD
CROIX D AUYOT (sentier)	PRENY
CROIX GAGNEE	RAME (passage)
CROIX SAINT CLAUDE (chemin)	RAVINELLE
CRONSTADT (n° 22 à 44 et 21 à 47)	RAYMOND PINCHARD (avenue)
CURE D AIR (escalier de la)	RAYMOND VANIER
CYFFLE	RENAUDINE
DANIEL PAUL CAVALLIER	RHIN
DARIUS MILLIAUD (place)	RIGNY
DESILLES	ROBERT TAVERNY (place)
DOCTEUR BLEICHER	ROCHES (allée)
DOCTEUR FRIOT	ROME
DOMBASLE (place)	SAINT ANTOINE (ruelle)
DOMINIQUE LOUIS	SAINT BODON
EMILE FRIANT	SAINT EXUPERY
EMILE MOSELLY	SAINT JEAN
ERNEST BICHAT	SAINT MANSUY
ESPRIT (ruelle)	SAINT MANSUY (passage)
EUGENE CORBIN	SAINT SEBASTIEN
FERME SAINT JACQUES	SAINT THIEBAUT
FLORENT SCHMITT	SAINT VINCENT (impasse)
FOUCOTTE	SAINTE CATHERINE (lotissement)
FRANÇAIS	SANTIFONTAINE
FRANCIS POULENC	SAPIN (sentier)
FRANCOIS COUPERIN	SCARPONE
FUSILLES (pont)	SEBASTIEN BOTTIN (passage)
GABRIEL PIERNE	SERGEANT BOBILLOT (n° 24 à 58 et 15 à 37)
GEORGES BRASSENS	SIDNEY BECHET
GERBEVILLER	SIFFLETS (chemin)
GILBERT	STANISLAS
GILBERT CAUDERAN	TALBOUX (sentier des)
GIORNE VIARD	TEULOTTE (sentier)
GODFROY DE BOUILLON (place)	THEODORE DEVILLY
GRAND RABBIN HAGUENAUER	THIONVILLE
GRAND VERGER	TURIQUE
GRAND VERGER (ruelle)	VAUCOULEURS
GUSTAVE CHARPENTIER	VERDUN
GUSTAVE EIFFEL	VERLAINE (n° 18 à 56 et 23 à 57)
GUY ROPARTZ	VICTOR BASCH (square)
HALDAT (passage)	VICTOR HUEL
HAUT DE CHEVRE (chemin)	VICTOR HUGO
HAUT DU LIEVRE (sentier)	VICTOR HUGO (ruelle)
HELENE BOUCHER	VICTOR POIREL

HENRI POINCARÉ	VIGNES (sentier)
HENRY LEVY	VIRAY
HERMITE	VIRAY (rond point)

6^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Bayon : Barbonville • Bayon • Blainville-sur-l'Eau • Borville • Brémoucourt • Charmois • Clayeures • Damelevières • Domptail-en-l'Air • Einvaux • Froville • Haigneville • Haussonville • Landécourt • Lorey • Loromontzey • Méhoncourt • Romain • Rozelieures • Saint-Boingt • Saint-Germain • Saint-Mard • Saint-Rémy-aux-Bois • Velle-sur-Moselle • Vigneulles • Villacourt • Virecourt

Canton d'Haroué : Affracourt • Bainville-aux-Miroirs • Benney • Bouzanville • Bralleville • Ceintrey • Crantenoy • Crévéchamps • Diarville • Gerbécourt-et-Haplemont • Germonville • Grippont • Haroué • Housséville • Jevoncourt • Laneuveville-devant-Bayon • Lebeuville • Lemainville • Leménil-Mitry • Mangonville • Neuville-sur-Moselle • Ormes-et-Ville • Roville-devant-Bayon • Saint-Firmin • Saint-Remimont • Tantonville • Vaudeville • Vaudigny • Voinémont • Xirocourt

Canton de Laxou : Laxou

Canton de Domèvre-en-Haye : Andilly • Ansauville • Avrainville • Beaumont • Bernécourt • Domèvre-en-Haye • Francheville • Gézoncourt • Griscourt • Grosrouvres • Hamonville • Jaillon • Liverdun • Mamey • Mandres-aux-Quatre-Tours • Manoncourt-en-Woëvre • Manonville • Martincourt • Minorville • Noviant-aux-Prés • Rogéville • Rosières-en-Haye • Royaumeix • Tremblecourt • Velaine-en-Haye • Villers-en-Haye • Villey-Saint-Etienne

Canton de Toul-Nord : Aingeray • Boucq • Bouvron • Bruley • Dommartin-lès-Toul • Ecrouves • Fontenoy-sur-Moselle • Foug • Gondreville • Lagny • Laneuveville-derrière-Foug • Lay-Saint-Remy • Lucey • Méné-la-Tour • Pagney-derrière-Barine • Sanzey • Sexey-les-Bois • Toul (fraction) • Trondes

Canton de Toul-Sud : Bicqueley • Blénod-lès-Toul • Bulligny • Charmes-la-Côte • Chaudeney-sur-Moselle • Choloy-Ménillot • Crézilles • Domgermain • Gye • Mont-le-Vignoble • Moutrot • Oche • Pierre-la-Treiche • Sexey-aux-Forges • Toul (fraction) • Villey-le-Sec

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 3 à 11 et 2 à 8)	JULES FERRY
ANATOLE France (avenue)	KLEBER
ARISTIDE BRIAND	LAVIGERIE
BEGONIAS	LAXOU
BELFORT	LAZARE CARNOT
BOFFRAND (avenue)	LOTHAIRE II
CAMILLE MATHIS	LOUIS MAJORELLE
CHANOINE BLAISE	MADAME DE VANNOZ
CHARLEMAGNE (boulevard)	MARCEAU (passage)
CHRISTIAN PFISTER	MEDREVILLE (n° 3 à 17 et 2 à 14)
COMMANDERIE N° 35 à la fin et n° 26 à la fin	MON DESERT N° 77 à la fin et n° 84 à la fin
COMMANDERIE (place)	OCTROI
COURBET	PALISSOT
CROIX DE BOURGOGNE (place)	PASTEUR
CRONSTADT (n° 1 à 17 et 2 à 14)	PAUL PAINLEVE (place)
DUCS DE BAR (place)	PIERRE CREVISIER (impasse)
DUPONT DES LOGES	RAYMOND POINCARÉ
DURIVAL	SAINT LAMBERT
FOCH (avenue) N° 43 à la fin et n° 52 à la fin	SAINT LAMBERT (ruelle)
FRANCOIS DE NEUFCHATEAU	SERGEANT BOBILLOT (n° 1 à 11 et 2 à 20)
GENERAL HOCHÉ	TEMERAIRE
GONCOURT	VANNOZ (Madame de)
GRAFFIGNY	VERLAINE (n° 1 à 16 et 2 à 17)
HENNER	VICTOR LEMOINE
HENNER (impasse)	VIEIL AITRE
HYPPOLYTE MARINGER (avenue)	VILLERS
JEANNE D ARC	WINSTON CHURCHILL

7^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Malzéville : Agincourt • Amance • Bouxières-aux-Chênes • Bouxières-aux-Dames • Brin-sur-Seille • Custines • Dommartin-sous-Amance • Eulmont • Laitre-sous-Amance • Lay-Saint-Christophe • Malzéville

Canton de Saint-Max : Dommartemont • Essey-lès-Nancy • Saint-Max

Canton de Saint-Nicolas-de-Port : Azelot • Burthecourt-aux-Chênes • Coyviller • Dombasle-sur-Meurthe • Ferrières • Flavigny-sur-Moselle • Lupcourt • Manoncourt-en-Vermois • Richardménil • Rosières-aux-Salines • Saffais • Saint-Nicolas-de-Port • Tonnoy • Ville-en-Vermois

Canton de Seichamps : Champenoux • Laneuvelotte • Mazerulles • Moncel-sur-Seille • Pulnoy • Saulxures-lès-Nancy • Seichamps • Sornéville • Velaine-sous-Amance

Canton de Tomblaine : Art-sur-Meurthe • Buissoncourt • Cerville • Erbéville-sur-Amezule • Fléville-devant-Nancy (à l'exception de la Société des Ateliers de Façonnage et de Construction en Acier) • Gellenoncourt • Haraucourt • Laneuveville-devant-Nancy • Lenoncourt • Réméréville • Varangéville

8^{ème} section

A l'exception des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Chambley-Bussières : Chambley-Bussières • Dampvitoux • Hagéville • Mars-la-Tour • Onville • Puxieux • Saint-Julien-lès-Gorze • Sponville • Tronville • Villecey-sur-Mad • Waville • Xonville

Canton de Conflans-en-Jarnisy : Abbéville-les-Conflans • Affléville • Allamont • Béchamp • Boncourt • Brainville • Bruville • Conflans-en-Jarnisy • Doncourt-lès-Conflans • Fléville-Lixières • Friaucourt • Giraumont • Gondrecourt-Aix • Hannonville-Suzémont • Jarny • Jeandelize • Labry • Mouaville • Norroy-le-Sec • Olley • Ozerailles • Puxe • Saint-Marcel • Thumeréville • Ville-sur-Yron

Canton de Gerbéviller : Essey-la-Côte • Fraimbois • Franconville • Gerbéviller • Giriviller • Haudonville • Lamath • Magnières • Mattexey • Mont-sur-Meurthe • Moriviller • Moyen • Rehainviller • Remenouville • Seranville • Vallois • Vathiménil • Vennezey • Xermaménil

Canton de Dieulouard : • Dieulouard • Fey-en-Haye • Jezainville • Maidières • Montauville • Norroy-lès-Pont-à-Mousson • Pagny-sur-Moselle • Prény • Vandières • Villers-sous-Prény (sauf la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson)

Canton de Thiaucourt-Regniéville : Arnerville • Bayonville-sur-Mad • Bouillonville • Charey • Dommartin-la-Chaussée • Essey-et-Maizerais • Euvezin • Flirey • Jaulny • Limey-Remenauville • Lironville • Pannes • Rembercourt-sur-Mad • Saint-Baussant • Seicheprey • Thiaucourt-Regniéville • Vandelainville • Viéville-en-Haye • Vilcey-sur-Trey • Xammes

Entreprises ferroviaires : tous les cantons du département :

- la SNCF et les établissements exerçant une activité de transports sur le réseau ferré national pris au sens du Décret n° 2003-194 du 07 mars 2003

- les entreprises extérieures intervenant au sein de la SNCF et de ces établissements, à l'exception de l'enceinte des gares comprenant des commerces ou d'autres activités, occupant du personnel, ainsi que des entreprises situées sur les terrains de la SNCF

- les entreprises de travaux ferroviaires intervenant sur l'emprise du réseau ferré national (voies ferrées, aiguillages, quais...)

Commune de Vandœuvre-lès-Nancy : Centre commercial et d'affaires des Nations

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

AMANCE	GENERAL FRERE
AMIRAL GUEPRATTE	GENERAL GOURAUD
BLANDAN (impasse)	GENERAL HAXO
BRABOIS (avenue)	GENERAL HULOT
CARDINAL MATHIEU	GENERAL LECLERC (avenue) n° 97 à la fin et n° 156 à la fin
CARDINAL MATHIEU (impasse)	GENERAL MANGIN (avenue)
CHARLES MARTEL	GENERAL MARGUERITE
CHARMOIS	HAUSSONVILLE (boulevard)
CHIENNERIE	JOSEPH LAURENT
CHRISTIAN MOENCH	KARLSRUHE (place)
COLONEL COURTOT DE CISSEY	LEGION ETRANGERE
COLONEL GRANVAL	LUCILE MALAISE
COURTOT DE CISSEY	MARECHAL EXCELMANS
DOCTEUR LIONEL PELERIN (place)	MARECHAL GALLIENI
DONREMY	MARECHAL JUIN
DOYEN LAURENT JOSEPH	MARECHAL OUDINOT n° 93 à la fin et n° 72 à la fin
EDMONT ABOUT	MARSAL
EMILE BERTIN	9E DIVISION INFANTERIE COLONIALE (place)
EMILE COUE	NOTRE DAME DE LOURDES
EMILE GEBHARD	PADOUE (place)
EPINAL	PAIX
EUGENE HUGO	PIERRE DE SIVRY
FABERT	PLACIEUX
FAMILLES (rond point)	PRETORIA (impasse)
FELIX FAURE	PREVOYANCE
FRERES VOIRIN	ROUBAIX
GENERAL CHEVERT	SERGEANT BLANDAN (Placieux à GI Leclerc)
GENERAL CUSTINE	TUILERIE
GENERAL DE LANDREMONT	TURINAZ
GENERAL DUROC	VAUBAN
GENERAL FABVIER	VITTEL

9^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section :

Ensemble des entreprises agricoles telles que définies par l'article L 717-1 du Code rural pour la totalité des cantons de Meurthe-et-Moselle ainsi que les entreprises extérieures intervenant au sein des entreprises du régime agricole précité

Entreprises toutes activités (ensemble des codes NAF) : secteur Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE DIDELOT	ILE DE CORSE
ALBERT LEBRUN	JARDINIERS
ALLIANCE (place)	JEAN MONNET
ANDRE CAJELOT (place)	JEANNOT
BAILLY	LA SALLE
BASTIEN LEPAGE	LACORDAIRE

BITCHE	LIONNOIS
BOULAY DE LA MEURTHE	LOBAU
CAMILLE CLAUDEL	LYAUTEY
CARDINAL TISSERAND	LYCEE
CARMES	MABLY
CASINO (passage)	MANEGE
CAVEAU (impasse)	MANSUY GAUVAIN
CHANOINE (allée)	MAURICE BARRES
CHANOINES	MOLITOR
CHARLES ETIENNE COLLIGNON	MONSEIGNEUR RUCH (place)
CHARLES III	MONTESQUIEU
CLAUDE CHARLES	ORPHELINES
CLAUDE ERIGNAC	PIERRE FOURIER
CLOITRE	PONT MOUJA
COLONEL DRIANT (place)	PONTS
DIDION	PREFET CLAUDE ERIGNAC
DIVISION DE FER (place)	PRIMATIALE
DOCTEUR SCHMITT	QUATRE EGLISES
DOM CALMET	RAUGRAFF
DOMINICAINS	RECTEUR LOUIS BRUNTZ
DOMINICAINS (passage)	SAINT DIZIER
DOYEN MARCEL ROUBAULT (place)	SAINT GEORGES
DROUIN	SAINT JULIEN
FABRIQUES	SAINT NICOLAS
FAIENCERIE	SAINTE ANNE
FOLLER	SAINTE CATHERINE
FOUR	SALPETRIERE
GAMBETTA	SAVERNE
GAUGUIN (allée)	SŒURS MACARONS
GENERAL DROUOT	STANISLAS (place)
GENERAL DROUOT (allée)	TAPIS VERT
GENERAL GIRAUD (place)	TIERCELINS
GIRARDET	TROIS ECOLES (allée)
GODRON	UTRILLO
GUIBAL	VAN GOGH (allée)
HACHE	VIC
HENRI LORITZ (place)	VINGTIEME ET UNE R.A.
HENRI MENGIN (place)	VISITATION

Extrait de la décision du 3 janvier 2011 concernant l'affectation des contrôleurs du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

D E C I D E

Article 1 : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail :

Madame Valérie VERBEKE

Madame Clotilde PELTIER

2^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Philippe ADAM

Monsieur Claude MONSIFROT

3^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Marc CORCHAND

Madame Valérie VIRIOT

4^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Jean-Michel ALCARAZ

Madame Gisèle DESHAIS

5^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Hélène BAUER

Madame Sylvie TEDESCO

6^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Sonia GUICHARD

Monsieur Patrick JULLY

7^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Florence BOURELLY

Monsieur Pascal BRENON

8^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Arnaud COLIN

9^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Frédéric MOUGEOT

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs ci-dessus désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

1^{ère} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie TEDESCO, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Sonia GUICHARD, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BOURELLY, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Pascal BRENON, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal BRENON, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Arnaud COLIN, Contrôleur du Travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud COLIN, l'intérim de Madame Valérie VERBEKE sera assuré par Monsieur Frédéric MOUGEOT, Contrôleur du Travail de la 9^{ème} section.

L'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Valérie VERBEKE, Contrôleur du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VERBEKE, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie TEDESCO, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Sonia GUICHARD, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BOURELLY, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Pascal BRENON, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pascal BRENON, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Arnaud COLIN, Contrôleur du Travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud COLIN, l'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Frédéric MOUGEOT, Contrôleur du Travail de la 9^{ème} section.

2^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Madame Valérie VERBEKE, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VERBEKE, l'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Madame Valérie VIRIOT, sera assuré par Madame Valérie VERBEKE, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

[illegible]

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VERBEKE, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie TEDESCO, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Sonia GUICHARD, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BOURELLY, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Pascal BRENON, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

9^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Arnaud COLIN, Contrôleur du travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud COLIN, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Valérie VERBEKE, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VERBEKE, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie TEDESCO, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Sonia GUICHARD, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BOURELLY, l'intérim de Monsieur Frédéric MOUGEOT sera assuré par Monsieur Pascal BRENON, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

Article 3 : La présente décision prend effet au 03 janvier 2010 et abroge les précédentes décisions ayant le même objet.

Nancy, le 3 janvier 2011

Serge LEROY

Extrait de la décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 3 janvier 2011 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Madame Safia ELMI-GANI

Septième section	Monsieur Patrick OSTER
Huitième section	Monsieur Guillaume VISCA
Neuvième section	Monsieur Guy TROGNON

VU la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 1er mars 2010 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle publiée le 1^{er} mars 2010 au recueil des actes administratifs,

VU la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 1er mars 2010 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section, décision publiée le 1^{er} mars 2010 au recueil des actes administratifs,

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine ou le Directeur du Travail responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle peuvent être amenés à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail

- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés

* sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,

* exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,

* au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Valérie VERBEKE
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sylvie TEDESCO
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Monsieur Patrick JULY
Septième section	Madame Florence BOURELLY Monsieur Pascal BRENON
Huitième section	Monsieur Arnaud COLIN
Neuvième section	Monsieur Frédéric MOUGEOT

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge celle du 1^{er} mars 2010.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 3 janvier 2011

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section,
Martine BOUBAGRA

L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section,
Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section,
Marieke FIDRY

L'Inspecteur du Travail de la 7^{ème} section,
Patrick OSTER

L'Inspecteur du Travail de la 9^{ème} section,
Guy TROGNON

L'Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section,
Angélique ALBERTI

L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section,
Alexandra CHALOYARD

L'Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section,
Safia ELMI-GANI

L'Inspecteur du Travail de la 8^{ème} section,
Guillaume VISCA

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Secrétariat général

Arrêté n° 2011/DDT/SG/001 du 3 janvier 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°10.BI.40 du 5 octobre 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

A R R E T E

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 303 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a7, A4 b3 à A4 b24 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Thierry BONNAUD, Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Martine COUDERT, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Michel HANDTKE, Agnès HOICHE, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Myriam MATHIS, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Christian SAUGET, Michel TALLET, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMIN, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A5 a2, A5 a3 ;

Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;
- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Irène JOLY, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAOULT, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Michèle VIARD, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A4 b19 ;

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;
- A6 a2 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A6 a1 ;

Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a18 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a19 à A1 a21, A1 a26, A1 a29, A1 a35 ;

Madame Audrey DONNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

- en remplacement de Monsieur Jean VINSON :

par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 à A1 a9, A1 a11, A1 a12, A1 a15 à A1 a17, A1 a18 à A1 a25, A1 a28, A1 a33 ;

- en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

- en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

- en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

- en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 2010/DDT/SG/FSM/011 en date du 20 octobre 2010 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Nancy, le 3 janvier 2011

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Extrait de l'arrêté N° 2010/DDT54/ADUR/009 du 23 novembre 2010 Portant suppression de la ZAC de FLÉVILLE-SUD sise pour partie sur le territoire des communes de FLÉVILLE DEVANT NANCY et LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 : La suppression de la ZAC de Fléville-Sud est constatée.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Une copie de l'arrêté sera déposée en mairies de Fléville-devant-Nancy et Ludres et au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) où il fera l'objet d'un affichage pendant un mois.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président de la Communauté Urbaine, Monsieur le Maire de Fléville-devant-Nancy, Monsieur le Maire de Ludres sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le président du syndicat mixte pour la réalisation des zones industrielles en Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le directeur de la SEBL.,
- Madame la directrice des archives départementales.

Nancy, le 23 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010 d'approbation de la révision partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation « vallée de la Meurthe et de ses affluents entre BLAINVILLE-SUR-L'EAU et LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er : La révision partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation « Vallée de la Meurthe et de ses affluents entre Blainville-sur-l'eau et Laneuveville-devant-Nancy » est approuvée.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies concernées et au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies concernées et au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat concernés, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur le chef du service de la Navigation du Nord-Est,
- Monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Taxes d'urbanisme – Décision de délégation du 1er janvier 2011 à Monsieur Claude MARCHAL, Chef de la Cellule Instruction Nancy

Vu l'article L255-A du livre des procédures fiscales,

Vu l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998,

Vu la circulaire n° 99-10/UHC/DU/2 du 11 février 1999,

Le directeur départemental des territoires donne délégation à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les titres de recettes individuels ou collectifs, pour les taxes d'urbanisme, en application de l'article L 255-A du livre des procédures fiscales, à :

- Monsieur Claude MARCHAL, Chef de la Cellule Instruction Nancy

Nancy, le 1er janvier 2011

Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Service agriculture, forêt, chasse

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles pour l'année 2010 – Formation spécialisée pour l'indemnisation

Le barème d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a été fixé comme suit pour la campagne en cours :

Barème d'indemnisation (5^{ème} partie)

Maïs grain (€)	Maïs ensilage (€)	Tournesol (€)	Betterave (€)
15,40	3,20	39,50	2,63

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Extrait de l'arrêté n° 472 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 03 novembre 1992 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de ROSIERES-AUX-SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 – L'annexe 1 de l'arrêté du 3 novembre 1992 est abrogée.

Article 2- Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de ROSIERES-AUX-SALINES.

Article 3 – Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de ROSIERES-AUX-SALINES par les soins du maire.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Rosières aux Salines sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Rosières aux Salines,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. KOLB Matthieu.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de ROSIÈRES AUX SALINES

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
MODELE 11 bis

commune	section	désignation des terrains
ROSIÈRES AUX SALINES		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après : Commune Lieuxdits « <i>Petit et Grand Ban</i> » Pour un total de 212 ha Lieuxdits « <i>Pont de Pierre</i> » et « <i>Bois de la Boulaye</i> » Pour un total de 41 ha 20a M. COURTOT Jean à VIROFLAY 9 à 23 Pour un total de 107 ha Mme COURNAULT Marie-Hélène AD 61, 62, 398 AN 38, 40, 79 AI 4 parties - 5 à 7, 10 à 21, 41, 46 BE 4 parties - 128 L 138, 147, 343 T 216, 217, 238 Pour un total de 198 ha 89a 05ca M. PUTON à REMIREMONT B 5, 6, 10 à 13, 17 à 22, 24, 25, 27 à 30, 40 Pour un total de 31 ha 11a 55ca Partie d'un terrain de plus de 40 ha. Le reste sur VIGNEULLES et DAMELEVIÈRES. M. DELATTE EMILE à SAINT NICOLAS DE PORT Ferme de Xoudaille Pour un total de 58 ha

commune	section	désignation des terrains
	AZ	M. BERNARDIN Paul 1, 4 à 11, 21
	H	49 à 51 Pour un total de 59 ha 08 a 19 ca
		M. GASPARD Michel Ferme du Nouveau Lieu Pour un total de 114 ha 56 a 85 ca
		Mme GALLET Raoul
	AM	32 à 35
	AK	4, 5, 18, 20
	AL	4, 5, 21 à 23 Pour un total de 114 ha 82a 60 ca
		S.C.I. SAINT URBAIN VERMOIS - M. KOLB Matthieu
	AI	20, 22 à 27, 30, 33, 34, 38 à 41, 46, 63, 65, 67, 69, 72
	AK	8, 10, 23 à 25
	AN	40, 46, 48 Pour un total de 53 ha 44a 18 ca

**Annexe II à l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de ROSIÈRES AUX SALINES**

ENCLAVES

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
MODELE 11 ter

commune	section	désignation des terrains	observations
ROSIERES-AUX-SALINES	AK AL	6, 7, 9, 12 à 17, 21 1 à 3 Pour un total de 59 ha 23 a 70ca	Enclaves sollicitées par Mme GALLET

Extrait de l'arrêté n° 473 du 22 décembre 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de FOUG

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 -. La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Foug est modifiée comme suit :

commune	section	parcelles cadastrales
FOUG	AC AD D 4	N° 80 à 86 La totalité de la section N° 1543, 1550 à 1556, 1607 à 1624, 1906

représentant une superficie totale de 61 ha 39 a 54 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de FOUG.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de FOUG sera affichée pendant 1 mois dans la commune de FOUG par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de FOUG sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de FOUG,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 474 du 22 décembre 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de LANTEFONTAINE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse de LANTEFONTAINE est modifiée comme suit :

commune	section	parcelles cadastrales
LANTEFONTAINE	ZI	11
	ZH	7, 9, 11
	ZC	12, 14, 15, 20 à 23, 138, 162, 169, 177, 179
	ZB	21, 41
	ZK	22, 23

représentant une superficie totale de 62 ha 38 a 06 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de LANTEFONTAINE.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de LANTEFONTAINE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de LANTEFONTAINE par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de LANTEFONTAINE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de LANTEFONTAINE,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de l'arrêté n° 480 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1974 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VITRIMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 - L'annexe 1 de l'arrêté du 3 octobre 1974 est abrogée.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VITRIMONT.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de VITRIMONT par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Lunéville et le maire de la commune de VITRIMONT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de VITRIMONT,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- directeur de la Safer lorraine.

Nancy, le 22 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VITRIMONT

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967
MODELE 11 bis

commune	section	désignation des terrains
VITRIMONT		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	C	Commune de Vitrimont N° 5 – 6 – 27 - 28 Pour une surface totale de 75 ha 94 a
	C	Commune de Lunéville N° 26 - 29 Pour une surface totale de 124 ha 20 a
	C	Commune de Deuxville N° 18 à 20 Pour une surface totale de 141 ha 08 a
	C	M. GARNIER Raymond 2 à 4 Pour une surface totale de 70 ha 40 a

	C	SAFER N° 50 Pour une surface totale de 46 ha 86 a 70 ca
--	---	---

Extrait de l'arrêté n° 002 du 13 janvier 2011 relatif à une distraction du régime forestier (territoire communal de Villers-lès-Nancy) et prononçant une application du régime forestier (territoire communal de Chavigny)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/477 du 17 décembre 2010 relatif à une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Villers-lès-Nancy ;

A R R E T E

Article 1 – L'arrêté préfectoral n° 2010/477 du 17 décembre 2010 visé ci-dessus est annulé.

Article 2 – Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrains désignée ci-après :

Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Surface distraite (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Villers-lès-Nancy	Commune de Villers-lès-Nancy	Côte de Villers	AL	8	2,6230
		Avenue de Maron	AL	9	0,5605
		Avenue de Maron	AO	65	0,0215
		La Côte de Villers	AO	180	4,1199
		Total			7,3249

Article 3 – Il est fait application du régime forestier sur les parcelles ci-après :

Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Chavigny	Commune de Villers-lès-Nancy	Rond Chêne	B	164	0,5965
		Rond Chêne	B	165	2,0790
		Blanc Maix	B	166	0,0714
		Fonds de Renouvaux	B	245	0,5970
		Fonds de Renouvaux	B	265	0,5560
		Fonds de Renouvaux	B	268	0,3850
		Plat de Chatel	B	278	5,8650
		Plat de Chatel	B	279	0,8675
		Sous la Roche	C	1	3,1580
		Noyer St Jacques	C	209	0,1745
		Noyer St Jacques	C	213	1,7145
		Fromont	C	230	1,8455
		Sous la Plante des Deniers	C	231	0,0160
		Sous la Plante des Deniers	C	235	0,6012
Total				18,5271	

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera adressée aux maires de Chavigny et Villers lès Nancy.

Nancy, le 13 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté n° 003 du 13 janvier 2011 prononçant une application du régime forestier (territoire communal de Martincourt)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 – Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Martincourt	Martincourt	A la Forge	ZK	6	0 ha 45 a 90
Total					0 ha 45 a 90

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera adressée au maire de Martincourt.

Nancy, le 13 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté n° 004 du 13 janvier 2011 prononçant une application du régime forestier (territoire communal de Morville-sur-Seille)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1 – Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Morville-sur-Seille	Morville-sur-Seille	Borne du Bois l'Abbé	ZD	3	2 ha 61 a 20
Total					2 ha 61 a 20

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera adressée au maire de Morville-sur-Seille.

Nancy, le 13 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

*Service environnement - eau - biodiversité***Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-06 du 31 décembre 2010 portant agrément de la SAS LAVAUX Assainissement - Cosnes-et-Romain pour la réalisation des vidanges d'installations d'assainissement non collectif et la prise en charge du transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites de ces installations**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 2 novembre 2010 présentée par la SAS Lavaux Assainissement ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 26 novembre 2010 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau ;

A R R E T E

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Patrice TIMONI, directeur général délégué de la SAS Lavaux Assainissement, numéro RCS Brie 645 720 939, domicilié à l'adresse suivante : route de Gorcey BP 20 54 413 Cosnes-et-Romain Cedex.

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Patrice TIMONI est agréé, au nom de l'entreprise SAS Lavaux Assainissement, pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de 400 m3.

Les filières d'élimination validées par le présent agrément sont les suivantes :

- dépotage dans la station d'épuration du SIAALongwy : 400 m3 ;

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé :

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, dont un exemplaire est joint au présent arrêté. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1^{er} avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 31 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service environnement - eau - biodiversité,
Jean-Luc JANEL

Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-07 du 31 décembre 2010 portant agrément de la SARL Assainissement Scarponais – Dieulouard pour la réalisation des vidanges d'installations d'assainissement non collectif et la prise en charge du transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites de ces installations

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 24 août 2010 présentée par la SARL Assainissement Scarponais ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 21 octobre, le 15 novembre et le 1 décembre 2010 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau.;

A R R E T E

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Claude DESSALE, gérant de la SARL Assainissement Scarponais, numéro RCS B 394 945 687, domicilié à l'adresse suivante : 4 rue Pol Glandié 54 380 Dieulouard.

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Claude DESSALE est agréé, au nom de l'entreprise SAS Lavaux Assainissement, pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de 400 m3.

Les filières d'élimination validées par le présent agrément sont les suivantes :

- dépotage dans la station d'épuration de la CUGN à Maxéville : 5000 m3 ;
- dépotage dans la station d'épuration du SAAde Pont-à-Mousson : 5000 m3.

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé .:

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, dont un exemplaire est joint au présent arrêté. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1^{er} avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 31 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service environnement - eau - biodiversité,
Jean-Luc JANEL

Service habitat

Extrait de l'arrêté n° DDT/HAB/2010-17 du 21 décembre 2010 attribuant au CAL de Meurthe-et-Moselle un agrément pour l'ensemble des missions relevant de « l'Ingénierie Sociale Financière et Technique » (ISFT)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'association, enregistrée sous le numéro W543001145 :

"Centre d'Amélioration du Logement de Meurthe et Moselle

Habitat Territoires et Développement"

dont le siège est situé 12, rue de la Monnaie - BP 60315 à Nancy (54006)

- * exerce depuis sa création en 1951, des activités relevant de l'ingénierie sociale, financière et technique (ISFT), plus de 1100 dossiers traités annuellement, permanences assurées sur les principales villes du département, conformément à l'article 3 des statuts,
- * est administrée par un Conseil d'Administration composé des personnes qualifiées dans les domaines de l'habitat et du logement,
- * dispose à cet effet, d'une équipe polyvalente, composée de chargés d'opérations (architectes, dessinateurs-projeteurs), Conseillères en Habitat, conseillère en ESF,
- * ne distribue, de façon directe ou indirecte, sous quelque forme que ce soit, en respect des dispositions de l'instruction fiscale 4 H-5-06 n° 208 du 18 décembre 2006, aucune rétribution aux membres de son conseil d'administration,
- * dispose de garanties financières très satisfaisantes pour l'exercice de ses missions,

ARRETE

Article 1 : Le "Centre d'Amélioration du Logement de Meurthe et Moselle - Habitat Territoires et Développement" se voit attribuer un agrément pour l'ensemble des missions relevant de "l'Ingénierie Sociale Financière et Technique" (ISFT).

Nancy, le 21 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDT/HAB/2010-18 du 21 décembre 2010 attribuant au CAL de Meurthe-et-Moselle un agrément correspondant à l'ensemble des activités "d'Intermédiation et de Gestion Locative Sociales" (IGLS)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'association, enregistrée sous le numéro W543001145 :

"Centre d'Amélioration du Logement de Meurthe et Moselle
Habitat Territoires et Développement"

dont le siège est situé 12, rue de la Monnaie - BP 60315 à Nancy (54006)

* exerce depuis 1990 des missions relevant de "l'Intermédiation et de Gestion Locative Sociale" (IGLS),

* est administrée par un Conseil d'Administration composé des personnes qualifiées dans les domaines de l'habitat et du logement,

* est titulaire de la carte professionnelle de gestion immobilière n° 114, instituée par la loi n° 70-9 du 2 juillet 2004 et le décret n°72-678 du 20 juillet 1972, modifié par le décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005,

* ne distribue, de façon directe ou indirecte, sous quelque forme que ce soit, en respect des dispositions de l'instruction fiscale 4 H-5-06 n° 208 du 18 décembre 2006, aucune rétribution aux membres de son conseil d'administration,

* dispose de garanties financières très satisfaisantes pour l'exercice de ses missions,

ARRETE

Article 1 : Le "Centre d'Amélioration du Logement de Meurthe et Moselle - Habitat Territoires et Développement" se voit attribuer un agrément correspondant à l'ensemble des activités "d'intermédiation et de Gestion Locative Sociales" (IGLS) mentionnées à l'article L 365-4 du CCH, à l'exception de la gestion de résidences sociales, mentionnée à l'article R 353-165-1 du CCH.

Nancy, le 21 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Extrait de l'arrêté du 28 décembre 2010 fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle

La directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE

Article 1^{er} : Considérant les résultats des élections au CTP consignés au procès-verbal de dépouillement du scrutin du 19 octobre 2010, sont habilitées à désigner les représentants du personnel au sein du comité d'hygiène et de sécurité susvisé, les organisations syndicales suivantes :

	Titulaires	Suppléants
FORCE OUVRIERE	3	3
CFDT	2	2
UNSA	1	1
SOLIDAIRES	1	1

Article 2 : Les syndicats ci-dessus énumérés disposent d'un délai maximal de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants.

Nancy, le 28 décembre 2010

La directrice départementale,
Catherine BOURGUIGNON

Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.02 du 7 janvier 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur BRASTEL Fabienne à CHEMINOT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Fabienne BRASTEL
1 rue de la Seille
57420 CHEMINOT

Article 2 – Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 7 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 11.D.D.P.P.03 du 7 janvier 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur PELLEGRIMS Alexandre à LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Alexandre PELLEGRIMS
95 rue des Mazurots
54710 LUDRES

Article 2 – Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 7 janvier 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Arrêté de subdélégation de signature du 18 janvier 2011

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 11. BI. 14 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1^{er} : En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

Pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2010, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 : Mr Jean-Yves CHOLLET directeur départemental adjoint

Article 2 : La délégation de signature est donnée aux chefs de service et leurs adjoints pour signer les documents relevant de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 10 BMSSE 05 du 20 janvier 2010 selon les conditions suivantes :

1 pour l'ensemble des actes relevant du service santé, protection animale, et environnement (SPAÉ) :

- Catherine NICOLEY, chef du service SPAE
- Emmanuelle PORTEMER, son adjointe

2 pour l'ensemble des actes relevant du service protection des consommateurs :

- Michel FRANCOIS, chef du service
- Juliette MOS, son adjointe

3 pour l'expérimentation animale :

- Anne DELEPORTE

Article 3 : En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°10 BMSSE 05 susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre
- aux ministres
- aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au Préfet de région et au président du Conseil Régional
- au président du Conseil Général
- au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy

Article 4 : La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

Article 5 : Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à madame l'administratrice générale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 janvier 2011

La directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

Service de la protection des consommateurs

Extrait de l'arrêté du 4 janvier 2011 fixant les tarifs des transports par taxis 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

- Prise en charge : 2,50 €
- Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 16,90 €, soit une chute de 0,10€ toutes les 21,30 secondes.
- Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10 €

Désignation au compteur	Tarif applicable au km	Valeur de la chute	Distance parcourue pendant une chute
A	0,76 €	0,10 €	131,58 m
B	1,14 €	0,10 €	87,72 m
C	1,52 €	0,10 €	65,79 m
D	2,28 €	0,10 €	43,86 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 6,20 euros.

Article 2 :

a) Tarif A (jour)) Transport avec départ à vide et retour chargé
Tarif B (nuit)) à la station

b) Tarif C (jour)) Transport avec départ chargé et retour à vide
Tarif D (nuit)) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

- départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)
- après prise en charge du client :

- 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
- 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
- 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

Article 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

- La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.
- Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.
- Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.
- Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

Article 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

- 4ème personne adulte : 1,00 €
- Transport d'animaux : 0,50 €
- Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)
- Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

Article 5 : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répéteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

Article 6 : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « J » de couleur BLEUE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de + 2,1% correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle. Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4^{ème} personne adulte et transport d'animal.

Article 7 : Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 6,20€, suppléments compris ».

Article 8 : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 10 septembre 2010 publié le 21 septembre 2010 au J.O.R.F.

Article 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

Article 10 : Cessent d'être applicables les dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 25 janvier 2010.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle,
- au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 4 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*
- *Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative - 11 rue des Saussaies - 75008 Paris cedex 08.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière - CO N° 38 – 54036 NANCY Cedex.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée, et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**SIP de VANDOEUVRE - Procuration sous seing privé du 13 juillet 2010**

Le soussigné M. Michel MARCHETTO

COMPTABLE, RESPONSABLE DU SIP DE VANDOEUVRE

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Emmanuelle DEFAUT

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le service recouvrement du SIP de VANDOEUVRE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de Vandoeuvre, entendant ainsi transmettre à Mme Emmanuelle DEFAUT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Le cas échéant

donner délégation à Mme Emmanuelle DEFAUT, Inspectrice, pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du mandataire

L'inspectrice,
Emmanuelle DEFAUT

Vandoeuvre, le 13 juillet 2010

Signature du mandant

Le comptable, inspecteur départemental,
Michel MARCHETTO

SIP de VANDOEUVRE - Délégation de signature du responsable du SIP du 13 juillet 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de VANDOEUVRE

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 19/05/2010 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après :

- Mme Régine DURAND, Contrôleur,
- Mme Laurence PROCUREUR, Agent,
- Mme Ghislaine CLEMENT, Agent,

à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 200 euros ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 2000 euros.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Vandoeuvre, le 13 juillet 2010

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers,
Michel MARCHETTO

SIP de VANDOEUVRE - Délégation de signature du responsable du SIP du 13 juillet 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de VANDOEUVRE

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 19/05/2010 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à l'agent désigné ci-après :

- Mme Viviane PETILLOT, Contrôleur,

à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 500 euros ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 5000 euros.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Vandoeuvre, le 13 juillet 2010

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers,
Michel MARCHETTO

Extrait de l'arrêté du 23 décembre 2010 portant retrait de l'arrêté du 24 novembre 2010 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté de déclassement du 24 novembre 2010 de l'Immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY ;

Considérant que les références cadastrales de l'immeuble mentionnées dans l'arrêté susvisé étaient erronées ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 24 novembre 2010 portant déclassement de l'immeuble 9 rue des Tanneries à LONGWY est retiré.

Article 2 : Le présent arrêté prendra effet à la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur régional des affaires culturelles de Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
Service jeunesse, éducation populaire, sport

Extrait de l'arrêté N° 1/2010 du 23 novembre 2010 portant agrément jeunesse et éducation populaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et sont affectées des numéros d'agrément suivants :

Association ALAYGRO 33 rue de la levée 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	n° 54-2475
Amitiés Tsiganes 1 rue Alix Le Clerc 54000 NANCY	n° 54-2476
Centre aéré d'Art-sur-Meurthe 36 avenue de la Chartreuse 54510 ART-SUR-MEURTHE	n° 54-2477
Cinquième art 1 allée de Fribourg Bâtiment Les piverts 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	n° 54-2478
Cultures du cœur 78 boulevard Foch 54520 LAXOU	n° 54-2479
La compagnie des ânes 28 rue du château 54690 EULMONT	n° 54-2480
Les comédiens de l'horizon 33 allée du Saint-Gothard 54280 SEICHAMPS	n° 54-2481
Lorraine énergies renouvelables 15 rue de Voise 54450 BLAMONT	n° 54-2482
Street Harmony Centre médico-social 54 rue des quatre-églises 54000 NANCY	n° 54-2483
Familles rurales d'Art-sur-Meurthe Mairie 20 rue Georges Chepfer 54510 ART-SUR-MEURTHE	n° 54-2484
Familles rurales de Croismare 20 bis rue du général Leclerc 54300 CROISMARE	n° 54-2485
Familles rurales du Madon (association intercommunale) 9 square de Lorraine 54740 HAROUE	n° 54-2486
Familles rurales « La clé des champs » Mairie Grande rue 54200 LUCEY	n° 54-2487
Familles rurales anima-miam 1 rue Neuve 54200 VILLEY SAINT ETIENNE	n° 54-2488
Foyer rural de Barisey-au-Plain Mairie 54170 BARISEY-AU-PLAIN	n° 54-2489
Foyer rural Bouxières loisirs Mairie 54770 BOUXIERES-AUX-CHENES	n° 54-2490
Foyer rural de Cerville Mairie 54220 CERVILLE	n° 54-2491
Foyer rural de Crévic Mairie 54110 CREVIC	n° 54-2492

Foyer rural de Diarville
Mairie
1 place Docteur Midon
54930 DIARVILLE

n° 54-2493

Foyer rural d'Essey-et-Maizerais
Mairie
54470 ESSEY-ET-MAIZERAIS

n° 54-2494

Foyer rural de Thélod
Mairie
88 grande rue
54330 THELOD

n° 54-2495

Foyer rural de Vitrimont
Mairie
Rue de Californie
54300 VITRIMONT

n° 54-2496

Article 2 : Le Directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental de la cohésion sociale,
Daniel BOUFFIER

SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

Direction

Décision AHME n° 2011-01 en date du 10 janvier 2011 portant application de la modification du règlement de police pour la navigation de la Moselle, adoptée le 04/12/2009 par la Commission de la Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1^{er} : Conformément aux dispositions du Règlement Particulier de Police pour la Navigation de la Moselle, les articles du RPNM 1.07, 1.10, 2.01, 2.04 et 6.03 ci-annexés sont applicables sur la Moselle, entre Metz (en amont de la porte de Wadrinau) et le port de Neuves-Maisons, à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures départementales de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Cette décision sera également portée à la connaissance des usagers par voie d'avis à la batellerie.

Nancy, le 10 janvier 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service navigation du nord-est par intérim,
Jean ABELE

ANNEXE

Les articles 1.07, 1.10, 2.01, 2.04 et 6.03 du Règlement de Police pour la Navigation de la Moselle (RPNM) sont mis en vigueur sur la Moselle entre Metz (en amont de la porte de Wadrinau) et le port de Neuves-Maisons.

Article 1.07 – Exigences relatives au chargement et à la visibilité ; nombre maximal de passagers

1. Les bâtiments ne doivent pas être chargés au-delà de l'enfoncement qui correspond à la limite inférieure des marques d'enfoncement.

Pour les péniches de canal (péniches Freycinet) l'enfoncement est limité comme suit :

- il ne doit pas dépasser celui qui correspond à la limite inférieure des marques d'enfoncement ou des traits ou plaques de jauge visés à l'article 2.04, chiffre 1 ;
- il ne doit pas dépasser celui qui correspond à un plan situé à 30 cm au-dessous du point le plus bas au-delà duquel le bâtiment n'est plus étanche ;
- il ne doit pas être situé plus haut que la limite supérieure du plat-bord au point le plus bas de celui-ci.

Article 1.10 – Documents de bord et autres papiers

- Les autorisations spéciales délivrées par les autorités compétentes sur leurs sections de fleuve et celles valables à compter du 31 décembre 2009 pour les bâtiments d'une longueur de plus de 110,00 m jusqu'à 135,00 m, qui ne remplissent pas les conditions visées à l'article 8.01, chiffres 2 ou 3 du Règlement de police pour la navigation de la Moselle, ainsi que les autorisations spéciales selon l'article 8.01, chiffre 5 du Règlement de police pour la navigation de la Moselle.

Article 2.01 – Marques d'identification des bâtiments, à l'exception des menues embarcations et des navires de mer

4. Les marques d'identification mentionnées ci-dessus peuvent être remplacées pour les péniches de canal (péniches Freycinet) par celles qui sont prescrites ou admises sur les canaux français ou sur la Sarre.

Article 2.04 – Marques d'enfoncement et échelles de tirant d'eau

1. Tout bâtiment, à l'exception des menues embarcations, doit porter des marques indiquant le plan du plus grand enfoncement. Pour les navires de mer, la ligne d'eau douce d'été tient lieu de marques d'enfoncement. Les modalités de détermination du plus grand enfoncement et les conditions d'apposition des marques d'enfoncement figurent au Règlement de visite des bateaux du Rhin ou dans les prescriptions particulières équivalentes de l'un des États riverains de la Moselle.

Pour les péniches de canal (péniches Freycinet) les marques d'enfoncement peuvent être remplacées par au moins un trait ou une plaque de jauge de chaque côté du bâtiment, apposés en application de la Convention internationale en vigueur relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure.

2. Tout bâtiment dont le tirant d'eau peut atteindre 1 m, à l'exception des menues embarcations et des péniches de canal (péniches Freycinet), doit porter des échelles de tirant d'eau. Leur zéro doit correspondre au niveau du dessous de la coque du bâtiment au droit de l'échelle, ou, s'il existe une quille, au niveau de la quille au droit de l'échelle.

Article 6.03 – Principes généraux

2. Lorsque les bâtiments naviguent en convoi, les signaux prescrits par les articles 3.17, 6.04 et 6.10 ne doivent être montrés ou émis que par le bâtiment à bord duquel se trouve le conducteur du convoi ou de la formation à couple, dans le cas d'un convoi remorqué par le bâtiment motorisé en tête du convoi.

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Délégation de signature du 14 décembre 2010**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,
Vu la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
- Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1 : Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Services Economiques, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, et en son absence pour congés, à Mme Pascale BASTIEN- KÉRÉ, Directrice du système d'information, ainsi qu'à Mme Corinne BAUD, Ingénieur responsable du département biomédical.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- Mme Sophie DAHMANE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics.

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat,

- Mme Imane OUDOUD, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement,

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et, en son absence pour congés, à Mme Pascale BASTIEN- KÉRÉ, Directrice du système d'information, ainsi qu'à Mme Corinne BAUD, Ingénieur responsable du département biomédical.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Madame Imane OUDOUD, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement,

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des achats de laboratoires

- M. Stéphane CREUSOT, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 3 novembre 2010 ; elle sera renouvelable annuellement par tacite reconduction et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 décembre 2010

Philippe VIGOUROUX
Directeur général, président du directoire.

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2788 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de PONT-A-MOUSSON

Par arrêté préfectoral n° 2788 en date du 6 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste EDF 1 rue du pont Mouja, sur la commune de PONT-A-MOUSSON.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 26011 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOMBLAINE

Par arrêté préfectoral n° 26011 en date du 6 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA collectif 77 logements SCI Barbusse 42 bld Barbusse, sur la commune de TOMBLAINE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38193 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY

Par arrêté préfectoral n° 38193 en date du 6 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue TC renouvellement du réseau électrique HTA rue Guynemer, sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 39041 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY

Par arrêté préfectoral n° 39041 en date du 6 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement poste DP pavillon HDL avenue Pinchard, sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 41803 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LAGNEY

Par arrêté préfectoral n° 41803 en date du 6 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux de renforcement réseau M. MENGIN et Melle CHENOT rue du Noroi, sur la commune de LAGNEY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42023 du 6 janvier 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOUL

Par arrêté préfectoral n° 42023 en date du 6 janvier 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ 150 kva Kléber pneumatiques, 980 avenue de l'Europe, sur la commune de TOUL.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43640 du 28 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOMBLAINE

Par arrêté préfectoral n° 43640 en date du 28 décembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA bâtiment aéroport sud plaine Flageul, sur la commune de TOMBLAINE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47181 du 6 janvier 2011 autorisant EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, à exécuter des travaux sur la commune de CONS-LA-GRANDVILLE

Par arrêté préfectoral n° 47181 en date du 6 janvier 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation d'une nouvelle installation électrique en comptage tarif jaune et le remplacement du poste existant "Bertonchamps" RD 17, sur la commune de CONS-LA-GRANDVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 48798 du 12 janvier 2011 autorisant EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, à exécuter des travaux sur la commune de BASLIEUX

Par arrêté préfectoral n° 48798 en date du 12 janvier 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement cabine haute "cité de Doncourt" par un poste type PSSA Grand Rue cité Doncourt, sur la commune de BASLIEUX.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET

Avis de concours externe sur titres du 4 janvier 2011 concernant le reclassement des Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (P.A.R.M.)

Un concours externe sur titres sera organisé au :

Centre Hospitalier Jean Monnet
3 avenue Robert Schuman
BP 590
88021 EPINAL cedex

afin de mettre en œuvre le reclassement des Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (P.A.R.M.) dans la catégorie B, dans le cadre des dispositions prévues par l'instruction n° DGOS/RH4/2010/362 du 24 septembre 2010.

Ce concours est ouvert aux fonctionnaires et agents publics de la Fonction Publique Hospitalière.

Pour les P.A.R.M. titulaires d'un diplôme de niveau IV ou équivalent quelle que soit leur ancienneté :

- Prise en compte d'un titre de niveau IV
- Entretien de motivation ou mise en situation sur le poste de travail permettant d'apprécier les capacités du candidat :
 - * à gérer de façon adaptée le stress et l'agressivité de l'appelant et plus généralement la situation d'urgence vitale ;
 - * à appréhender les techniques de communication employées en régulation médicale : téléguidage, liaison radio...

Durée maximum : 20 mn

Les épreuves se dérouleront au Centre Hospitalier Jean Monnet : le lundi 21 mars 2011

Les candidat(e)s devront faire parvenir leur dossier de candidature à :

- Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier
avant le 21 février 2011 (cachet de la poste faisant foi).

Ce dossier devra comporter la copie des titres de niveau IV.

Epinal, le 4 janvier 2011

Pour le directeur et par délégation,
Le directeur adjoint,
JP HUMBERT

Avis de concours interne sur épreuves du 4 janvier 2011 concernant le reclassement des Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (P.A.R.M.)

Un concours interne sur épreuves sera organisé au :

Centre Hospitalier Jean Monnet
3 avenue Robert Schuman
BP 590
88021 EPINAL cedex

afin de mettre en œuvre le reclassement des Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (P.A.R.M.) dans la catégorie B, dans le cadre des dispositions prévues par l'instruction n° DGOS/RH4/2010/362 du 24 septembre 2010.

Ce concours est ouvert aux fonctionnaires et agents publics de la Fonction Publique Hospitalière.

Pour les P.A.R.M. non titulaires d'un diplôme de niveau IV sous condition d'avoir les quatre ans d'ancienneté requis :

Epreuve écrite d'admissibilité :

- Mise en situation sur le poste de travail, permettant d'apprécier la capacité d'analyse d'un enregistrement et la maîtrise des techniques de communications employées (durée : 20 minutes maximum)

Epreuve d'admission :

- Entretien avec un jury à partir d'un exposé du candidat sur son parcours professionnel et la prise en compte de la R.A.E.P (Reconnaissance des Acquis et de l'Expérience Professionnelle PARM) (durée maximum : 20 minutes)

Les épreuves se dérouleront au Centre Hospitalier Jean Monnet :
- le mardi 22 mars 2011 (épreuve d'admissibilité) et
- le mardi 29 mars 2011 (épreuve d'admission)

Les candidat(e)s devront faire parvenir leur dossier de candidature à :

- Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
avant le 22 février 2011 (cachet de la poste faisant foi).

Ce dossier devra comporter :

- un relevé des attestations administratives justifiant la durée des services publics effectués par le candidat,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre,
- le dossier de reconnaissances des acquis et de l'expérience professionnelle P.A.R.M (RAEP) que vous pourrez retirer auprès de Mme Debonne – Service du Personnel (03.29.68.73.16)

Epinal, le 4 janvier 2011

Pour le directeur et par délégation,
Le directeur adjoint,
JP HUMBERT

